



EESC info

European Economic and Social Committee

A bridge between Europe and organised civil society

December 2024 | FR

This page is also available in:

- [ES](#)
- [BG](#)
- [CS](#)
- [DA](#)
- [EN](#)
- [DE](#)
- [ET](#)
- [EL](#)
- [GA](#)
- [HR](#)
- [IT](#)
- [LV](#)
- [LT](#)
- [HU](#)
- [MT](#)
- [NL](#)
- [PL](#)
- [PT](#)
- [FI](#)
- [RO](#)
- [SK](#)
- [SL](#)
- [SV](#)

Available Languages:

ÉDITORIAL



Éditorial

Une année de progrès et d'espérance — réflexions du président Oliver Röpke

Alors que l'année 2024 est sur le point de s'achever, je voudrais revenir sur les réalisations importantes qui l'ont marquée pour le Comité économique et social européen (CESE). Ensemble, nous avons su porter haut les points de vue de la société civile, conforter les principes démocratiques et affirmer notre rôle de

pionnier en matière de durabilité en Europe et dans le monde.

L'un de nos motifs majeurs de fierté fut le lancement de l'initiative des membres des pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne (MPCA), qui permet d'associer des représentants de ces derniers aux procédures de consultation du CESE. Cette initiative réaffirme notre engagement en faveur d'un processus d'élargissement transparent et fondé sur les mérites, et prépare ainsi les futurs États membres à prendre pleinement part à la construction de l'Union.

Nous avons étendu nos partenariats mondiaux grâce à la signature d'un protocole d'accord avec le Conseil pour le développement économique et social durable du Brésil. Celui-ci a permis de renforcer la coopération en matière de développement durable et de démocratie, comme ce fut mis en exergue lors de mes rencontres avec le président Lula da Silva. Aux côtés de ce dernier et du gouvernement brésilien, le CESE a joué un rôle central lors du sommet social du G20 à Rio de Janeiro, et plaidé pour réformer la gouvernance et conforter la protection sociale. De même, notre partenariat avec l'Union africaine, officialisé par la déclaration conjointe lors du sommet de l'avenir des Nations unies, met en avant une gouvernance mondiale inclusive et une action climatique équitable. Ces initiatives mondiales mettent en évidence l'influence croissante du CESE pour relever les défis communs.

En Europe, la Semaine de la société civile a démontré toute l'importance de l'engagement sur le terrain pour forger l'avenir de l'Union européenne. Lors du forum de haut niveau sur l'élargissement, nous avons réaffirmé que ce dernier ne consiste pas seulement à repousser plus loin les frontières de l'Union, mais aussi à approfondir ses valeurs communes. Les rencontres avec des responsables politiques tels qu'Edi Rama, le Premier ministre albanais, ont visé avant tout à s'assurer que la société civile jouera effectivement un rôle central dans les négociations

d'adhésion. Pour compléter ces démarches, des discussions sur la transformation numérique se sont tenues lors de la réunion du bureau du CESE à Varsovie, dans le but de mettre en cohérence les avancées technologiques et les valeurs européennes d'équité et de justice. C'est ainsi qu'ont pu être jetées les bases des travaux de la prochaine présidence polonaise de l'Union européenne.

Pour ce qui est de l'année 2025, nous continuerons d'agir avant tout pour renforcer la démocratie participative, faire progresser la justice sociale et relever les défis mondiaux tels que le changement climatique et la numérisation. Le CESE œuvrera encore sans relâche en faveur d'une Europe qui écoute, qui montre la voie à suivre et qui ne laisse personne de côté.

Puisse l'année qui vient apporter à toutes et à tous la paix, le progrès et la prospérité.

À VOS AGENDAS

4-16 décembre 2024

Exposition photographique: «Des rencontres puissantes: imaginer la fin de la précarité énergétique»

9 décembre 2024

Journée européenne du consommateur 2024

11 décembre 2024

Groupe de liaison — 20^e anniversaire

22-23 janvier 2025

Session plénière du CESE



L'INVITÉ SURPRISE

L'INVITÉ SURPRISE

Notre invité surprise est Andreï Gnyot, un réalisateur et journaliste biélorusse qui vient d'être libéré de son assignation à résidence en Serbie, où il a passé un an en détention aux fins d'extradition pour des allégations de crimes économiques

formulées par son pays. À travers son histoire personnelle, il décrit le sort des journalistes indépendants dans la Biélorussie d'aujourd'hui, où même la moindre critique à l'encontre des personnes au pouvoir peut les amener à être qualifiés d'«ennemi du peuple» et emprisonnés sur la base de fausses accusations économiques.



ENNEMI DU PEUPLE — COMMENT LA BIÉLORUSSIE PERSÉCUTE SES JOURNALISTES

Par Andreï Gnyot

En Biélorussie, le simple fait de choisir la mauvaise profession peut vous valoir d'être arrêté. Il se trouve que pour avoir commis une erreur aussi funeste, vous pourriez même être appréhendé au beau milieu de l'Europe, en Serbie par exemple. Et qu'une organisation internationale aussi prestigieuse qu'Interpol facilitera même votre capture. S'il est empreint de sarcasme et d'amertume, mon témoignage est véridique et n'est en rien exagéré. Je m'appelle Andreï Gnyot. Je suis cinéaste et journaliste, de nationalité biélorusse, et anciennement prisonnier politique. Voici mon histoire.

C'est en 1999 que j'ai décidé de devenir journaliste. La télévision et la radio étaient pour moi une passion, un rêve et un hobby. Pouvais-je, à 17 ans, m'imaginer que dans mon pays, le journalisme indépendant serait un jour qualifié d'extrémisme et que tous les autres médias seraient réduits à des instruments de propagande? Non, personne ne s'attendait à ce que cela puisse se produire dans l'Europe du XXI^e siècle. Et pourtant, c'est exactement ce qu'il est advenu dans la Biélorussie dictatoriale d'aujourd'hui: il n'existe plus un seul média indépendant dans le pays. Toutes les structures de médias sont la propriété de l'État, et celui-ci exerce un contrôle strict sur la politique éditoriale, laquelle se résume tout simplement à célébrer le pouvoir autoproclamé de Loukachenko et à désigner quiconque ose le critiquer, fût-ce de façon constructive, comme un «ennemi du peuple», un qualificatif hérité du passé communiste.

Et c'est ainsi qu'au milieu des années 2000, un jeune journaliste naïf et fraîchement diplômé essaya de se frayer un chemin dans le métier. Au cours de mes études et aussi après les avoir achevées, j'ai accumulé beaucoup d'expérience pratique à la télévision et à la radio, et je savais exactement ce que je voulais. Mais l'horizon des possibles s'est vite rétréci, à mesure que les stations de radio privées étaient fermées ou mises sous la tutelle de l'État, tandis que les chaînes de télévision indépendantes se voyaient carrément privées de fréquence d'émission. Le choix était maigre: celui soit de devenir un agent de la propagande, soit d'éviter les sujets sensibles et de se borner à des divertissements inoffensifs. Le journalisme n'a survécu en Biélorussie que grâce à une poignée de journaux et de sites internet indépendants. De nombreux journalistes ont quitté la profession et beaucoup ont aussi été victimes de la répression. Le ministère biélorusse de l'information adressait régulièrement des avertissements aux médias, sachant que trois

avertissements suffisaient pour obtenir la révocation de leur licence. D'après l'Association biélorusse des journalistes, le nombre de journaux a été réduit de 21 % entre 2020 et 2024. Seules sont demeurées sur le marché biélorusse les publications aseptisées, telles que celles destinées aux propriétaires de datchas, aux amateurs de revues humoristiques et aux aficionados des mots croisés. Toutes les publications indépendantes à caractère social ou politique ont disparu, soit parce que les autorités les ont supprimées, soit parce qu'elles ont choisi d'interrompre leur parution car il leur était devenu impossible de fonctionner.

Dans mon cas, j'ai fort heureusement pu trouver une solution de compromis: j'ai publiquement opéré un virage vers une carrière de réalisateur et un travail créatif, domaines dans lesquels j'ai obtenu de grands succès. Dans le même temps, je poursuivais mon travail de journaliste bénévolement, sous le couvert de l'anonymat afin de ne pas m'exposer. Cette tactique s'est révélée efficace. Mobilisant toute mon expérience et mes contacts professionnels, j'ai pu fournir aux médias indépendants des séquences vidéo d'actualité pendant les événements de 2020, et j'ai pu également m'engager dans la voie d'un militantisme civique et politique en devenant le cofondateur de l'Association libre des athlètes de Biélorussie ou Sos.By, mouvement civil en faveur des droits de l'homme. Je ne crois pas que l'on puisse m'accuser de partialité ou de parti pris au motif que j'ai choisi le camp du peuple et de mes compatriotes — la dictature n'a rien à voir avec l'objectivité, de même que la propagande n'a rien à voir avec le journalisme.

En 2021, la Biélorussie était classée 158^e sur 180 pays dans le classement de la liberté de la presse, reculant ainsi de cinq places par rapport à 2020. «La Biélorussie est le pays le plus dangereux d'Europe pour les professionnels des médias», nous avertit l'organisation internationale de défense des droits de l'homme Reporters sans frontières.

Notons qu'en 2020, année de protestations, c'est vers internet et les réseaux sociaux que les Biélorusses se sont tournés, puisque ces médias constituaient pour 60 % des personnes interrogées leurs principales sources d'information. Ce n'était le cas de la télévision que pour 11 % d'entre elles, de la presse écrite pour 7 % et de la radio pour 5 %. Comprenant cela, le régime dictatorial a commencé à sévir, brutalement et sans merci. La grande innovation en la matière a été celle de la lutte contre l'«extrémisme», comme justification de la censure et des persécutions. Les autorités bloquent l'accès au contenu des médias qui poursuivent leur activité depuis l'étranger, et toute coopération avec eux est assimilée à des agissements extrémistes.

Fin 2023, 32 journalistes étaient emprisonnés en Biélorussie. Dans les centres de détention, des journalistes ont été soumis à des pressions et à des traitements inhumains. D'après des militants des droits de l'homme, Igor Losik, blogueur et journaliste à «Radio Liberty», a entrepris une longue grève de la faim dans sa colonie pénitentiaire, avant de se mutiler les mains et le cou. Il a été condamné à 15 ans de prison. Les poursuites pénales pour toute forme de coopération avec des médias indépendants qualifiés d'«entreprises extrémistes» se sont intensifiées. Est apparue une nouvelle tendance consistant à poursuivre non seulement des représentants de la société civile, mais aussi des citoyens ordinaires qui commentent un événement social ou politique à l'intention des journalistes.

Le 31 octobre 2024, le régime biélorusse a déclaré que mon compte Instagram personnel constituait un «contenu extrémiste». Cela signifie non seulement que je serai poursuivi, mais que ce sera aussi le cas de tous mes abonnés en Biélorussie, au motif qu'ils ont souscrit à mon compte. Plus de 5 000 ressources en ligne en Biélorussie ont été déclarées «extrémistes» par la dictature. Il est à parier qu'aucun autre pays européen ne peut se targuer d'un bilan aussi impressionnant! Considérons-nous, nous les Biélorusses, qu'une attention suffisante est portée au problème du journalisme dans notre pays? Pour dire la vérité, non,

on ne s'intéresse pas assez à ce problème. Non seulement l'institution du journalisme est l'objet d'une opération de démantèlement en Biélorussie, mais les professionnels du journalisme eux-mêmes sont éliminés physiquement.

La dictature s'emploie également à persécuter journalistes et militants par-delà les frontières de la Biélorussie. Mon histoire est une illustration frappante de ces persécutions. Le régime a appris à se servir des institutions démocratiques pour atteindre ses objectifs monstrueux. Des journalistes, des militants, des blogueurs et des citoyens politiquement engagés ont fait l'objet de poursuites pour des infractions fiscales, essentiellement pour avoir omis de payer leurs impôts par le passé. Cela s'est révélé être un parfait écran de fumée pour dissimuler les motivations politiques derrière ces persécutions. Le militant des droits de l'homme et lauréat du prix Nobel Ales Bialiatski a été emprisonné sur la base d'accusations financières. La rédactrice en chef du média indépendant «Tut.By» (que le régime a démantelé en 2020) et ses collègues sont derrière les barreaux en vertu de l'article du code pénal qui réprime des infractions financières. C'est encore et toujours ce même article du code pénal qui a été accepté par Interpol pour faire de moi une personne recherchée. Il a fallu près de huit mois à Interpol pour entreprendre une enquête interne et constater que mon avis de recherche violait les articles 2 et 3 de son statut. Je n'en ai pas moins été arrêté et écroué à la prison centrale de Belgrade pendant sept mois et six jours. J'ai été durant cinq mois assigné à résidence et soumis à de sévères restrictions. La Cour suprême de Serbie a décidé à deux reprises de m'extrader vers la dictature biélorusse. Par deux fois, mon avocat et moi-même avons avec succès interjeté appel de cette décision. En définitive, ce sont un an de ma vie et mon intégrité physique et mentale qui m'ont été volés. Tout cela parce que j'ai choisi la mauvaise profession dans le mauvais pays. Juste parce que j'avais une opinion et que je l'ai exprimée en tant que citoyen engagé.

Heureusement, j'ai fini par gagner — car si ce n'avait pas été le cas, vous ne seriez pas en train de me lire. Grâce à la formidable solidarité de journalistes, de responsables politiques, de la société civile et de ses organisations, j'ai pu quitter la Serbie pour me réfugier à Berlin. Mais ce n'est pas la fin de mon histoire. J'ai encore devant moi un long processus de rémission et des batailles à livrer. Je sais que j'ai choisi ma vocation en toute bonne foi, même si d'aucuns y voient une forme d'extrémisme. Je sais que le journalisme indépendant fait partie intégrante d'une société démocratique. Une société telle que celle que les Biélorusses voudront bâtir. Et nous espérons bien qu'au moment d'emprunter ce chemin si important, nous ne serons pas seuls.



UNE QUESTION À...

Octobre et novembre ont été marqués par l'échec de deux sommets mondiaux de premier plan sur l'environnement: la 16^e conférence des parties (COP 16) à la convention des Nations unies sur la diversité biologique, et la 29^e conférence des parties (COP 29) à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, toutes deux consacrées aux financements qui sont absolument nécessaires pour préserver la nature et atténuer le changement climatique. Nous avons demandé à Peter Schmidt, Diandra Ní Bhuachalla et

Arnaud Schwartz, qui ont représenté le CESE aux COP de cette année, de nous faire part de leurs réflexions sur les conséquences de l'inaction climatique au niveau mondial.



COP 16 ET COP 29: NOUS SCIONS LA BRANCHE SUR LAQUELLE NOUS SOMMES ASSIS

Par Peter Schmidt, Diandra Ní Bhuachalla et Arnaud Schwartz

Représentant la société civile de l'Union européenne lors de la COP 29 organisée à Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan, le CESE a plaidé pour une action urgente et tangible en faveur du climat, recommandant que la priorité soit donnée à la justice sociale et environnementale dans les négociations sur le climat.

Peter Schmidt, président du groupe ad hoc sur la COP, nous a expliqué quels avaient été les messages clés du Comité concernant le thème principal de la COP 29, à savoir le financement de l'action climatique.

Peter Schmidt: la multiplication des [phénomènes climatiques extrêmes](#) à travers le monde rappelle avec force la nécessité de renforcer les ambitions en matière de climat. Cette année sera sans doute la plus chaude jamais enregistrée, les catastrophes climatiques causées par l'activité humaine telles que les inondations, les incendies de forêt et les sécheresses, se produisent plus fréquemment et avec une intensité démultipliée, ce qui exacerbe les inégalités sociales. Le coût de l'inaction climatique dépasse largement celui de l'action.

Pour la COP 29, les enjeux sont élevés. Il est vital que les pays en développement s'entendent sur des solutions de financement de l'action climatique à l'échelle de la planète pour mobiliser les moyens nécessaires à l'action mondiale en faveur du climat. Lors de sa participation à la COP 29 à Bakou, le CESE a formulé un certain nombre de recommandations fondées sur notre avis consacré au financement de l'action climatique, soulignant la nécessité d'une refonte de l'architecture financière internationale afin de débloquer et de faciliter un financement efficace et accessible en faveur de l'action climatique.

Nous soulignons la nécessité d'établir le nouvel objectif collectif quantifié afin de combler les lacunes en matière de financement de l'action climatique — nous devons rendre ce financement mieux adapté à sa finalité, respectueux de la diversité biologique et plus efficace — et aussi cibler avec davantage de précision les pays et les populations les plus vulnérables. Les flux de financement de l'action climatique devraient être guidés par les principes de la transition juste, conformément à l'accord de Paris ainsi qu'aux objectifs de développement durable qui en forment le socle. Les engagements à long terme des acteurs publics et privés sont essentiels, et les finances publiques joueront un rôle décisif dans la mobilisation des fonds et la réduction des risques liés aux investissements destinés aux initiatives en faveur du climat.

S'il convient de permettre aux initiatives locales et aux mouvements enracinés dans les territoires d'accéder au financement de l'action climatique, le Comité plaide aussi en faveur d'une approche globale pour briser le cercle vicieux de l'endettement et du sous-investissement en matière d'adaptation. Nous demandons une répartition équitable des fonds pour le climat afin de remédier aux disparités. Par ailleurs, l'engagement de la société civile est essentiel pour forger une approche inclusive et démocratique qui garantisse l'efficacité et la durabilité des investissements en faveur du climat.

Diandra Ní Bhuachalla, déléguée de la jeunesse du CESE aux COP (2023-2025), a évoqué ses attentes à l'égard de la COP 29. Du point de vue de la jeunesse, quels sont les problèmes climatiques qui les plus urgents — ceux qui doivent être résolus en premier?

Diandra Ní Bhuachalla: Après la déception que j'avais ressentie face aux résultats de la COP 28, j'ai tenté de mieux maîtriser mes attentes à l'égard de la COP 29. Pleinement consciente que les résultats d'une énième conférence annuelle seraient limités en raison du choix de la présidence — qui s'est trouvée une fois de plus confiée à un État lourdement dépendant des bénéfices qu'il tire des combustibles fossiles —, je dois dire qu'il était particulièrement difficile de garder espoir.

Néanmoins, après avoir consulté plusieurs organisations de jeunesse partout en Europe lors des réunions structurées du groupe de travail pour la jeunesse dans le cadre du programme du délégué de la jeunesse du CESE à la COP, j'ai jugé que ce qu'il fallait privilégier, c'étaient la justice climatique et la transition juste, le financement de l'action climatique et un nouvel objectif collectif quantifié, ainsi que l'amélioration de la participation des jeunes aux processus décisionnels internationaux.

Aujourd'hui, alors que je constate que les négociations n'avaient fait que piétiner durant la première semaine en raison de l'absence totale d'accord et de coopération — y compris en ce qui concerne l'égalité entre les hommes et les femmes, le financement de l'action climatique ou la transition juste — je me rends compte que mes attentes étaient une fois encore trop élevées. J'ai donc décidé de réorienter mes efforts de plaidoyer vers des manifestations parallèles et des réunions bilatérales. Désormais, j'espère avant tout que le discours existant, en particulier en ce qui concerne les droits de l'homme, résistera, et que nous pourrons obtenir quelques avancées pour assurer la cohérence de tous les paramètres en vue de la COP 30, vers laquelle semblent converger les espoirs de tous les acteurs concernés.

Le changement climatique et ses effets étant par nature transversaux, il était impensable de tenter de classer les questions par ordre d'importance ou d'urgence. Les jeunes s'inquiètent de leur avenir. Ils se disent préoccupés par la sécurité de l'emploi et se demandent s'ils devront subir une reconversion professionnelle. Ils craignent pour leur maison et leur famille — et les tempêtes, les inondations et l'érosion sont perçues par eux comme des menaces réelles. La santé et la qualité de vie de leurs futurs enfants et de la prochaine génération les inquiète. Enfin, ils savent que les négociations climatiques qui attendent notre génération lorsqu'elle arrivera aux affaires seront encore plus difficiles, d'autant plus que les initiatives actuelles sont loin d'être suffisantes et que l'impact de cette inaction sera palpable durant des décennies.

Dès aujourd'hui, nous avons besoin de justice climatique. Dès aujourd'hui, nous avons besoin d'un financement réaliste de l'action climatique. Dès aujourd'hui, nous avons besoin d'une transition juste, et équitable en matière d'emploi et d'énergie. Dès aujourd'hui, nous avons besoin d'ambition. Dès aujourd'hui, nous voulons que des mesures entrent en vigueur.

Dès aujourd'hui, nous avons besoin de vous tous et de vous toutes!

La COP 16 sur la diversité biologique, qui s'est tenue à Cali, en Colombie au mois d'octobre, s'est achevée dans la confusion et sans parvenir à un accord sur le financement de la protection de la nature. Nous avons demandé à Arnaud Schwartz, représentant du CESE à la COP 16, si nous pouvions rester optimistes malgré cet échec. Quelles mesures devraient être adoptées pour progresser dans la protection de la diversité biologique?

Arnaud Schwartz: Deux cents milliards de dollars par an. C'est selon l'ONU la somme qu'il faudrait mettre sur la table, tous types de financement confondus — public, privé, national ou international —, pour respecter nos objectifs en matière de diversité biologique. Mais quels sont véritablement les enjeux? Il s'agit ni plus ni moins que de stopper l'effondrement du vivant, lequel disparaît actuellement à une vitesse accélérée, et aussi de restaurer la nature pour se donner une chance de survie dans un monde qui vivable, et non dévasté par la cupidité et la stupidité.

Quel avenir après l'échec de la COP 16?

Cette question, chacune et chacun d'entre nous devrait se la poser à soi-même et aussi autour de soi, surtout lorsque l'on sait que chaque année, pour la seule France, plus d'un quart de ce montant sert à préparer une guerre ou à la faire. De fait, pour dire les choses de façon globale, le rendez-vous de Cali a été un rendez-vous raté, une situation qui est restée bloquée entre manque de volonté politique et manque de solidarité économique.

Mais tout n'est pas encore perdu.

Une maigre lueur d'espoir persiste au bout du tunnel: après trente ans de tergiversations, cette édition de la COP a reconnu que les peuples indigènes et les communautés locales jouaient le rôle de gardiens de la diversité biologique — et il en va de même pour les populations d'origine africaine. L'ONU a ainsi créé un nouveau fonds, appelé «fonds de Cali». Sur le long terme, ce dernier doit servir à collecter des contributions volontaires d'entreprises, destinées pour moitié aux types de populations précédemment mentionnées. Ouf.

Tu es, tu es, ...

Tu es une partie de nous, nous sommes une partie de toi, et pour continuer notre route commune, peut-être n'est-il pas absurde de commencer par remettre notre économie au service du bien commun. Alors, si nous voulons vraiment arrêter de scier la branche sur laquelle nous sommes assis, qu'attendons-nous pour revoir les règles de la finance et du commerce internationaux?

Peter Schmidt et Diandra Ní Bhuachalla, délégués du CESE à la COP 29, ont principalement mis l'accent sur le financement de l'action climatique en s'appuyant sur le récent avis du Comité intitulé «[Financement de l'action climatique: une nouvelle feuille de route pour mettre en œuvre des engagements climatiques ambitieux et les ODD](#)». L'une des [principales manifestations](#) organisées par le CESE à Bakou, le 18 novembre, avait pour thème «Une perspective mondiale pour favoriser une transition juste dans le secteur agroalimentaire». Les participants ont examiné la possibilité de mettre en place des systèmes alimentaires durables et à faibles émissions de carbone qui soient équitables pour les agriculteurs, les travailleurs de la chaîne alimentaire et les générations futures. L'objectif était d'améliorer la collaboration entre les responsables politiques et la société civile, de faire entendre la voix des pays du Sud et de

promouvoir des solutions climatiques inclusives pour tous.

En sa qualité de membre de la délégation de l'Union européenne, Arnaud Schwartz a pris part à des réunions bilatérales appelant à de plus grandes synergies entre les processus des Nations unies qui concernent la diversité biologique (CBD) et ceux qui ont trait au changement climatique (UNFCCC), à l'élimination progressive des subventions néfastes à l'environnement comme moyen de mobiliser davantage de ressources financières, et à un rôle plus actif de la société civile organisée dans la mise en œuvre du [cadre mondial de Kunming-Montréal en matière de biodiversité](#). Vous trouverez de plus amples informations sur la contribution du CESE à la COP 16 [ici](#).

M. Schwartz a élaboré l'avis du CESE consacré à «[Une stratégie globale en faveur de la diversité biologique à la COP 16: rassembler tous les secteurs autour d'un objectif commun](#)».



DROIT AU BUT

La Bulgarie et la Roumanie ne bénéficient pas pleinement du régime Schengen; cette situation, qui leur coûte cher sur les plans économique et politique, porte également atteinte à la compétitivité et à la croissance économique de l'Union. Il est grand temps que le Conseil de l'UE fixe la date à laquelle seront levés les contrôles aux frontières terrestres entre ces deux pays et les autres États membres de l'espace Schengen, affirme Mariya Mincheva, auteure de l'avis intitulé «[Le coût de la non-appartenance à l'espace Schengen pour le marché unique — les effets sur la Bulgarie et la Roumanie](#)». (II)



LE COÛT DE LA NON-APPARTENANCE À L'ESPACE SCHENGEN POUR LE MARCHÉ UNIQUE DE L'UNION

Par Mariya Mincheva

Depuis 2011, la Bulgarie et la Roumanie remplissent les conditions requises pour adhérer à l'espace Schengen. Pourtant, treize ans plus tard, ces deux pays ne se sont toujours pas vu accorder l'ensemble des avantages associés à la libre circulation. Cette incohérence a des répercussions sur le plan politique et elle alimente l'euroscepticisme.

Lors d'une réunion organisée par le Conseil à Budapest le 22 novembre, les ministres de l'intérieur hongrois, autrichien, bulgare et roumain ont convenu d'engager les mesures nécessaires pour fixer une date de levée des contrôles aux frontières terrestres, sous réserve que des efforts plus soutenus soient déployés pour juguler l'arrivée de migrants en situation irrégulière qui empruntent la route des Balkans occidentaux.

L'accord de Schengen est essentiel à la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux au sein de l'Union européenne, dont il constitue un facteur clé de la réussite économique. Les restrictions nuisent à la compétitivité et à la croissance économique de l'UE, et entravent dès lors la mise en œuvre de l'économie sociale de marché, telle que prévue par les traités.

Au fil des années, un certain nombre d'États membres ont recouru à la possibilité de réintroduire temporairement des contrôles aux frontières. Cependant, l'impact économique et social de ces décisions sur le marché unique n'a pas été évalué. La Commission européenne mène des évaluations sur les obstacles physiques au commerce, qui ne couvrent toutefois que les blocages aux frontières, les manifestations ou les attaques contre des camions. Les effets des contrôles aux frontières terrestres, y compris ceux qui sont rétablis à titre temporaire par des États membres de l'espace Schengen, ne sont pas pris en considération.

En 2023, le Conseil a approuvé la levée des contrôles aux frontières intérieures aériennes et maritimes avec la Bulgarie et la Roumanie, avec effet à compter du 31 mars 2024. Les contrôles aux frontières intérieures terrestres ont néanmoins été maintenus, sans qu'une date ait été fixée pour leur suppression, ce qui entraîne des coûts importants et empêche les entreprises de tirer pleinement parti du marché unique.

En prenant des mesures pour intégrer pleinement la Bulgarie et la Roumanie dans l'espace Schengen, l'Union peut renforcer sa cohésion interne, accroître sa compétitivité et garantir le respect des principes fondamentaux de la libre circulation et de la solidarité qui sous-tendent le projet européen.

Le Parlement européen a fait valoir que la non-appartenance à l'espace Schengen pourrait avoir une incidence sur les attentes des marchés au regard du statut de ces pays au sein de l'UE. Il s'agit d'un signal politique susceptible d'influer sur les rendements des obligations d'État, le prix des actifs financiers et les taux d'intérêt auxquels sont soumis les entreprises et les ménages, et qui risque de nuire à l'économie réelle.

Les deux pays sont exposés chaque année à des milliards d'euros de dépenses supplémentaires, imputables notamment aux coûts de logistique accrus, aux retards dans les livraisons de biens et d'équipements, ainsi qu'aux surcoûts liés au carburant et aux conducteurs. Inévitablement, ces coûts directs sont reportés sur les consommateurs, sous la forme de prix plus élevés, et ont une incidence sur la santé physique et mentale des travailleurs.

Une telle situation entrave le tourisme ainsi que la libre circulation de la main-d'œuvre, limitant les possibilités pour les travailleurs bulgares et roumains de chercher un emploi dans les pays voisins. Cette restriction touche les secteurs de la construction, de l'agriculture et des services, qui dépendent fortement des travailleurs saisonniers et temporaires.

Dans son rapport sur l'avenir du marché unique, **Enrico Letta** appelle de ses vœux une opposition ferme à toute tentative de limitation de la liberté de circulation entre les États membres, y compris les restrictions techniques portant sur les itinéraires et le transport routier, ainsi qu'à toute suspension de l'accord de Schengen.

Il est grand temps que le Conseil fixe une date pour la levée des contrôles aux frontières terrestres entre la Bulgarie et la Roumanie et les autres États membres appartenant à l'espace Schengen. Une décision définitive sur cette question est attendue lors de la session du Conseil «Justice et affaires intérieures» de l'UE, le 12 décembre prochain.

NOUVELLES DU CESE



Faire de l'élargissement de l'UE une réalité

La prochaine Commission doit être la commission de l'élargissement. La question n'est pas de savoir si l'élargissement doit avoir lieu, mais comment le mettre en œuvre correctement, a conclu le forum de haut niveau sur l'élargissement organisé par le Comité économique et social européen (CESE). Le forum a été marqué par la présence d'Oliver Röpke, président du CESE, de Nicolas Schmit, commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux, ainsi que de ministres des États membres de l'UE et des pays candidats à l'élargissement.

Parallèlement à sa session plénière d'octobre, le CESE a organisé, en coopération avec la Commission européenne, un forum de haut niveau sur l'élargissement. Pour la toute première fois, plus de 140 représentants de la société civile des pays candidats à l'élargissement se sont réunis. La principale conclusion des participants était sans équivoque: la société civile et les partenaires sociaux, souvent laissés de côté dans le processus d'adhésion, doivent jouer un rôle central dans le processus d'élargissement de l'Union.

Selon **M. Röpke**, «il ne s'agit pas seulement d'élargir l'UE, mais aussi de préparer les futurs États membres à prendre activement part à l'élaboration de l'Union, en veillant à ce qu'ils soient pleinement en mesure de relever les défis à venir. Grâce à la collaboration avec la société civile, les fédérations patronales et les syndicats, nous posons les bases nécessaires à une Europe plus inclusive et plus forte».

Le débat a mis en évidence la nécessité de maintenir la récente dynamique dont bénéficie l'élargissement, étant donné que durant son mandat 2024-2029, la Commission jouera un rôle crucial dans la finalisation du processus d'élargissement.

Un autre message clé du débat était l'importance d'une intégration progressive, prévisible et fondée sur le mérite, au cours de laquelle les progrès sont reconnus et récompensés par de réelles perspectives d'adhésion.

M. Schmit a souligné le rôle de premier plan joué par la société civile en faisant observer qu'«un dialogue social bipartite et tripartite efficace ainsi que la participation des partenaires sociaux sont autant d'éléments cruciaux pour adhérer à l'UE, car ils font partie de notre économie sociale de marché».

Rolf Schmachtenberg, secrétaire d'État allemand, a déclaré: «le travail et les aspects sociaux sont primordiaux pour parvenir à adhérer à l'UE. Lorsque l'on souhaite améliorer la vie de tous les citoyens, créer

des possibilités et lutter contre les inégalités sociales, on a besoin de politiques de l'emploi performantes, de bonnes conditions de travail et de systèmes de sécurité sociale efficaces, avec des partenaires sociaux solides».

Au cours du débat, **Naida Nišić**, ministre monténégrine du travail et du dialogue social, a souligné l'importance du forum de haut niveau en tant que plateforme de dialogue permettant à son pays d'évaluer les progrès accomplis.

Niki Kerameus, ministre grecque du travail et de la sécurité sociale, a affirmé que «le fait de participer à cette discussion majeure sur l'élargissement de l'Union était un réel privilège, et [que] les partenaires sociaux jouent un rôle central dans la préparation du futur contexte européen dans lequel s'inscriront l'emploi et les droits sociaux».

Selon **Olta Manjani**, vice-ministre albanaise de l'économie, de la culture et de l'innovation, «l'Albanie renforce activement sa présence au sein des institutions, comités et groupes de travail de l'UE, et la mise en place du comité consultatif paritaire avec le Comité économique et social européen s'inscrit dans ces efforts».

Le CESE a toujours plaidé en faveur de l'élargissement de l'UE. En 2024, il a lancé un projet pilote, [l'initiative relative aux membres de pays candidats à l'élargissement](#), qui permet à la société civile de ces pays de contribuer aux travaux du Comité. Cette initiative prouve à quel point la participation active de la société civile des pays candidats renforce le processus d'élargissement. (mt)



[Le CESE appelle de ses vœux une initiative phare européenne en faveur de la santé ainsi que l'élaboration d'un plan d'action sur les maladies rares](#)

Le CESE a appelé à mettre en place une initiative phare européenne en faveur de la santé, proposé la création d'une union européenne de la santé et exhorté la Commission européenne à publier un plan d'action sur les maladies rares assorti d'objectifs clairement réalisables.

Au cours d'un débat sur le thème «Une initiative phare européenne en faveur de la santé» qui s'est tenu lors de sa session plénière d'octobre, le CESE a appelé l'UE à lancer une initiative ambitieuse visant à mettre en place une architecture transversale de la santé au sein de l'UE. L'élaboration d'un plan d'action européen sur les maladies rares était également à l'ordre du jour.

En ouverture du débat, **Oliver Röpke, président du CESE**, a déclaré: «Il est essentiel que toute personne vivant dans l'UE ait accès à des soins de santé de qualité, abordables et accessibles. Nous devons investir dans des systèmes de santé innovants et durables, et prendre des mesures fermes pour lutter contre les inégalités en matière de santé tant au sein de l'UE qu'à l'échelle mondiale. Les maladies rares rendent encore plus visibles les inégalités et les vulnérabilités persistantes. C'est pourquoi nous avons besoin d'une

action européenne globale sur les maladies rares.»

Alain Coheur, rapporteur de l'[avis](#) sur une initiative phare européenne en faveur de la santé, a expliqué: «Aujourd'hui, nous nous efforçons d'adopter une feuille de route à l'intention des futurs commissaires européens qui promeut des soins de santé accessibles à tous et protège les personnes contre les crises à venir.» **Agnes Cser**, rapporteure de l'[avis](#) sur les maladies rares, a ajouté: «Nous devons élaborer un plan d'action. Toutefois, il importe de ne pas nous concentrer uniquement sur le plan d'action sur les maladies rares, mais aussi d'accorder l'attention voulue à la santé en général, étant donné qu'elle est la clé de la compétitivité. Notre union de la santé ne peut pas rester lettre morte.»

L'avis sur l'initiative phare européenne en faveur de la santé établit des piliers stratégiques pour une solidarité et une coopération renforcées entre les États membres en matière de santé. Parmi celles-ci figure la mise en place d'une garantie européenne de soins et de santé qui définirait des objectifs de santé pluriannuels au niveau de l'UE. Cela pourrait conduire à l'adoption d'un texte juridiquement contraignant (tel qu'une directive).

Un autre pilier est la mise en œuvre de l'approche «Une seule santé», articulant les politiques de santé humaine, animale, végétale et environnementale. L'avis sur la lutte contre les maladies rares invite la Commission à publier une communication contenant un plan d'action européen global assorti d'objectifs SMART réalisables d'ici à 2030. (Im)



[Une IA «made in Europe»: le CESE plaide en faveur d'investissements stratégiques dans les infrastructures d'IA](#)

Le CESE demande instamment à l'Union européenne d'intensifier ses investissements dans la sécurité de la connectivité, la résilience des infrastructures et les chaînes d'approvisionnement afin de rester compétitive dans le domaine de l'IA à usage général, lequel évolue rapidement. Ces mesures sont considérées comme essentielles pour maximiser les bénéfices tirés de l'IA générative tout en respectant les valeurs, besoins et droits fondamentaux qui sont propres à l'Europe.

Dans son avis exploratoire sur le thème [«Intelligence artificielle: la voie à suivre»](#), dans lequel il examine les principaux enjeux de l'IA à usage général, le CESE souligne que le dynamisme et la complexité de cette technologie nécessitent de réviser régulièrement la législation européenne sur l'IA. Si les modèles d'IA à usage général sont en grande partie de nature technique et s'appliquent surtout dans le secteur interentreprises (B2B), leur incidence indirecte sur les travailleurs et les consommateurs ne saurait être négligée.

«Nous estimons essentiel de fonder toute technologie d'IA utilisée ici en Europe sur les valeurs européennes. Nous entendons par là, bien évidemment, le respect de l'état de droit et des droits de l'homme, mais aussi la transparence, la crédibilité et la fiabilité. Tels sont les facteurs clés que doit prendre en compte tout système d'IA destiné à fonctionner au service des citoyens», a expliqué **Sandra Parthie**, rapporteure de

l'avis qui a été élaboré à la demande de la Commission et de la présidence hongroise du Conseil de l'UE.

Bien qu'il soit favorable à la législation sur l'IA, le CESE juge que celle-ci requiert une étroite surveillance et des adaptations, dès lors que la réglementation entrave la capacité d'innovation des entreprises européennes actives dans le domaine. Ces ajustements peuvent être nécessaires dans le cas d'incertitudes sur l'application des textes ou si ceux-ci s'avèrent trop complexes et poussent les investisseurs et les innovateurs à fuir le marché européen.

Pour contrer la domination écrasante des grandes entreprises numériques basées dans des pays tiers sur le marché européen, le CESE a demandé que les instruments de la politique de concurrence de l'UE soient mobilisés pour lutter contre tout comportement critique ou tout non-respect de nos normes.

L'Union et ses États membres doivent investir dans l'innovation afin de bâtir des réseaux solides qui contribuent à la création et à l'amélioration de produits d'IA et d'accroître les avantages qu'elle procure à la population et à l'économie. Si l'Europe échoue à développer et utiliser l'IA à usage général, elle va se trouver exposée à plusieurs risques: perte de compétitivité pour ses entreprises, baisse de ses ventes et effondrement de l'emploi, voire une stagnation économique et une explosion de la pauvreté.

«Nos entreprises et nos chercheurs sont excellents, et nous avons à notre porte des équipements de recherche de classe mondiale. Nous devons les promouvoir bien plus qu'actuellement et renforcer l'attractivité de l'Europe pour inciter les talents à venir y travailler. Il nous faut faire émerger une IA "made in Europe"», a indiqué **M^{me} Parthie** pour conclure. (II)



Gestion des déchets radioactifs: la société civile a besoin de fonds pour pouvoir assurer son activité de contrôle

Les États membres de l'UE devraient favoriser la participation inclusive de la société civile, l'ouverture et la transparence dans tous les domaines de la gestion des déchets radioactifs. Ce principe doit s'appliquer tant aux localités d'accueil actuelles que potentielles, en particulier compte tenu des quantités croissantes de déchets radioactifs qui seront produites chaque année au cours de la prochaine décennie et au-delà.

Dans l'[avis](#) qu'il a adopté au cours de sa session plénière d'octobre, le Comité économique et social européen (CESE) prend une position ferme à ce sujet. Il fait valoir que les fonds disponibles devraient être utilisés pour renforcer la capacité des groupements de la société civile, en particulier les collectivités locales voisines d'installations nucléaires, à prendre part de façon indépendante à des projets et études visant à évaluer les pratiques en matière de participation et de transparence dans la gestion des déchets radioactifs.

Le CESE préconise que les États membres rendent compte des pratiques appliquées en matière de participation du public au processus décisionnel sur la gestion des déchets radioactifs ainsi que des mesures prises pour assurer la transparence à cet égard. *«Le Comité appelle les États membres à prendre des*

mesures pour assurer une surveillance en matière d'environnement, de santé publique et de développement socio-économique concernant la gestion des déchets radioactifs, et à en rendre compte régulièrement», a précisé **Alena Mastantuono**, la rapporteure de l'avis.

Les États membres devraient assumer pleinement leurs responsabilités afin que les générations futures n'aient pas à supporter le fardeau lié au traitement des déchets nucléaires, quels qu'en soient la nature, la durée de vie et le niveau de dangerosité.

Dès lors qu'une proportion élevée de combustible nucléaire usé peut être retraitée, il conviendrait de recycler les matières fissiles, ce qui réduirait les besoins d'approvisionnement en uranium naturel pour l'exploitation de réacteurs nucléaires. Recourir à des stratégies d'économie circulaire permettrait aux États membres de diminuer autant que possible le volume de déchets devant être traités au moyen de stratégies de gestion des déchets.

«Les États membres devraient veiller à ce que l'évaluation des coûts associés au déclassement des installations et à la gestion des déchets radioactifs et du combustible usé tienne compte de la hausse des coûts dans le temps. Ils devraient aussi s'assurer que les fonds octroyés suffisent à couvrir les frais réels», a indiqué **Christophe Quarez**, corapporteur de l'avis du CESE. (mp)



Concrétiser la transition écologique grâce à l'énergie géothermique

En Europe, le potentiel de l'énergie géothermique est largement inexploité et, pour en tirer parti, l'Union devrait prendre d'urgence des mesures en sa faveur, en adoptant une stratégie

européenne.

Lors de sa session plénière d'octobre, le Comité économique et social européen (CESE) a adopté une position sans équivoque sur l'énergie. Il souligne, dans un [avis](#) élaboré par **Zsolt Kükedi** et **Thomas Kattnig**, que la production d'énergie géothermique émet extrêmement peu de gaz à effet de serre, et aussi qu'elle est de nature à jouer un rôle clé dans la transition écologique de l'Union européenne puisqu'elle peut réduire la dépendance de cette dernière à l'égard des combustibles fossiles et faciliter sa décarbonation.

«L'énergie géothermique peut contribuer utilement à la réalisation des objectifs de neutralité climatique de l'Union européenne à l'horizon 2050», a déclaré **M. Kükedi**. «Son potentiel est inexploité, et la Commission européenne devrait sans tarder élaborer une stratégie globale pour utiliser les ressources de l'énergie géothermique», a ajouté **M. Kattnig**.

Le CESE fait observer qu'il sera impossible de mener à bien les investissements dans les centrales géothermiques sans une aide financière du niveau national. Plus précisément, des financements et des incitations des pouvoirs publics seront nécessaires pour attirer les investissements initiaux et réduire les risques qui y sont liés.

Il importe également de noter que des changements dans la politique énergétique ou son financement sont susceptibles d'influer sur l'attrait qu'exercent les projets géothermiques sur le plan économique.

La construction de centrales géothermiques comporte des risques qu'il convient d'évaluer avec précision, particulièrement en ce qui concerne les incidences sur l'environnement. Il est dès lors essentiel d'y associer les collectivités locales, avec pour objectif d'assurer une meilleure adhésion du public.

Cependant, les avantages que comporte l'énergie géothermique sur le plan environnemental et climatique l'emportent sur les risques en ce que cette énergie constitue l'une des sources d'énergie renouvelables qui présentent le plus d'intérêt du point de vue de l'utilisation des sols, de l'emploi des ressources et de la dépendance à l'égard des importations. (mp)



[Le CESE demande instamment à l'UE d'endosser un rôle moteur grâce à une bioéconomie cohérente et durable](#)

Le CESE invite l'Union à montrer l'exemple avec un modèle de bioéconomie aligné sur le pacte vert pour l'Europe et les objectifs climatiques.

Dans son avis sur le thème «[Assurer la cohérence de l'économie circulaire et de la bioéconomie](#)», le CESE explique dans quelle mesure une bioéconomie solide peut apporter à l'Europe des bénéfices économiques et écologiques accrus, renforcer la résilience et soutenir une transition juste. Les investissements stratégiques dans la coopération entre les domaines d'activité et l'engagement des communautés peuvent faire de la bioéconomie de l'Union un modèle mondial de croissance durable.

Pour être durable, la bioéconomie doit s'aligner sur les cadres dont l'Union s'est dotée, comme le pacte vert, l'économie circulaire et les objectifs en matière de biodiversité, afin de garantir que ses activités contribuent à atteindre les objectifs en matière de climat et de biodiversité, dans le respect des limites de notre planète.

«Il est primordial que nous adoptions une stratégie complète et ambitieuse en matière de bioéconomie. Si elle est alignée sur l'économie circulaire et les objectifs de développement durable, la bioéconomie peut donner un avantage concurrentiel à l'Union, en créant des emplois durables et bien rémunérés et en garantissant que la croissance respecte les limites écologiques», a fait valoir le rapporteur de l'avis, **Cillian Lohan**.

La bioéconomie peut s'appuyer sur les principes de l'économie circulaire, c'est-à-dire réduire la production de déchets et améliorer l'efficacité, par une utilisation des ressources en cascade et le recyclage des matières biologiques. Elle offre des avantages sociaux, surtout dans les zones rurales, en créant des emplois et en donnant des occasions de renforcer les compétences. Dans ce secteur, le soutien aux communautés rurales et la participation des jeunes revêtent une importance cruciale.

L'éducation à la bioéconomie peut contribuer à former une main-d'œuvre qualifiée et à sensibiliser à la durabilité. Elle permet également d'améliorer la santé publique, en réduisant les coûts des soins de santé.

Les progrès technologiques et l'utilisation durable des terres, notamment l'agriculture et la sylviculture régénératrices, qui stimulent le stockage du carbone et la biodiversité, constituent des facteurs essentiels dans cette démarche.

L'agriculture urbaine et les pôles d'alimentation circulaire peuvent réduire le gaspillage alimentaire et renforcer les systèmes d'alimentation locaux. L'Union se devrait de respecter des normes élevées dans les domaines des entreprises et de l'innovation, en encourageant une adoption rapide des biotechnologies. Dans le financement, il y aurait lieu d'accorder la priorité aux porteurs de projets innovants et de soutenir les petites et moyennes entreprises.

Si l'on veut parvenir à intégrer la bioéconomie dans les politiques de l'Union, il convient de la définir clairement. La révision de la stratégie pour la bioéconomie, à l'horizon 2025, devrait s'aligner sur le pacte vert et l'accord de Paris, et offrir une feuille de route pour une économie fondée sur le vivant qui soit durable et résiliente. (ks)



Le CESE propose des recommandations concrètes pour mettre en place un système alimentaire résilient et durable pour l'avenir

Le CESE a présenté une vision dont l'objectif est de transformer l'agriculture, la pêche et les systèmes alimentaires de l'UE de manière à garantir la résilience et la durabilité en temps de crise.

Dans un [avis](#) adopté en octobre, le CESE plaide en faveur d'un système alimentaire compétitif, à l'épreuve des crises et aligné sur les objectifs environnementaux et sociaux de l'UE. Il met l'accent sur la sécurité alimentaire, un revenu équitable pour les producteurs, la résilience environnementale et le soutien qu'il convient d'apporter à la prochaine génération de producteurs de denrées alimentaires.

«Il est essentiel de garantir des revenus stables et durables aux producteurs, tout comme de promouvoir une politique alimentaire fondée sur la connaissance, qui encourage l'innovation», a déclaré **Arnold Puech d'Alissac**, président de l'Organisation mondiale des agriculteurs et l'un des trois rapporteurs de l'avis.

À cet effet, le CESE propose de renforcer le pouvoir de négociation du secteur agricole dans le cadre des négociations sur les prix, et d'augmenter le financement européen de l'agriculture et de la pêche. Il demande également que les futurs accords commerciaux prennent pleinement en compte le pacte vert et les normes définies par la stratégie «De la ferme à la table», de manière à garantir une concurrence loyale et un niveau de qualité élevé des denrées alimentaires.

«Il est essentiel de garantir des revenus équitables aux producteurs primaires», a souligné **Piroska Kállay**, une autre rapporteuse de l'avis.

À cette fin, le CESE plaide en faveur d'une application plus stricte des pratiques commerciales loyales et d'une interdiction de la vente à perte afin de rééquilibrer la chaîne d'approvisionnement alimentaire. L'adoption de politiques en faveur du renouvellement des générations, axées sur les jeunes et les femmes, couvrant notamment l'éducation, la formation et le soutien aux coopératives, revêt également une importance capitale.

Pour promouvoir la durabilité, le CESE recommande de récompenser les efforts de séquestration du carbone, tels que la gestion durable des sols, et de prévenir les fuites de carbone. «Ces mesures contribueraient à aligner la production alimentaire sur les objectifs climatiques de l'Union et les engagements environnementaux mondiaux», a expliqué **Joe Healy**, un autre rapporteur.

La mise en place d'un système public d'assurance destiné à protéger les producteurs contre les catastrophes liées au climat tout en assurant la continuité de l'approvisionnement alimentaire constitue une autre proposition.

Le CESE plaide en faveur de politiques visant à restaurer la santé des sols et de l'eau, améliorer l'utilisation rationnelle de l'eau et faire baisser sa consommation, tout en réduisant les formalités administratives et en renforçant la transparence grâce à un suivi numérisé des prix et des coûts.

Enfin, le CESE préconise la création d'un Conseil européen de la politique alimentaire (CEPA) afin de favoriser le dialogue sur les questions liées à l'alimentation et d'aligner la politique alimentaire sur les objectifs sociaux et environnementaux plus larges. Ces propositions constituent une feuille de route visant à rendre les systèmes alimentaires de l'UE plus résilients, plus durables et plus équitables face aux défis mondiaux.(ks)



[Le CESE propose de clarifier le financement de l'Union européenne et d'en accroître le caractère inclusif](#)

Au mois d'octobre, le CESE a adopté un [avis](#) par lequel il propose de repenser en profondeur le fonctionnement des finances de l'Union européenne. Il y plaide en faveur d'un surcroît de transparence et de participation des citoyens dans l'ensemble de l'Union, qui permettrait de renforcer la démocratie et la confiance du grand public.

Pour y parvenir, le CESE recommande de mettre en place un cadre commun pour la transparence budgétaire, d'associer les citoyens aux procédures budgétaires et de créer des outils numériques pour démêler les informations relatives au budget.

«Imaginez tout simplement de pouvoir retracer le cheminement de chaque euro des financements de l'Union européenne, depuis Bruxelles via les capitales des États membres jusqu'à votre communauté locale», explique **Elena Calistru**, rapporteure de l'avis.

Le CESE est d'avis qu'un cadre commun pour la transparence budgétaire permettra de mettre en place des normes limpides et cohérentes pour tous les programmes financés par l'Union, d'uniformiser les activités d'établissement des rapports et de procurer un accès aisé aux données financières dans tous les États membres. Il s'agirait avant tout de promouvoir les bonnes pratiques plutôt que d'instaurer de nouvelles réglementations.

La budgétisation participative permettrait aux citoyens de faire valoir directement leur point de vue dans les décisions touchant aux dépenses publiques, en particulier à l'échelon local, tout en incorporant des dispositifs participatifs dans les procédures budgétaires au niveau de l'Union.

Le CESE plaide en faveur d'une plateforme numérique unifiée et conviviale fournissant des données budgétaires en temps réel, des visualisations claires et des informations sur les résultats que produisent les fonds de l'Union. Une telle démarche renforcerait la compréhension et l'engagement du public en matière d'informations financières.

Le CESE souligne également qu'il importe de sensibiliser le public, d'assurer un contrôle renforcé et d'aligner les pratiques financières sur les objectifs de l'Union tels que la cohésion et la durabilité, afin de favoriser la coopération et de faire valoir l'obligation de rendre des comptes.

«Les finances de l'Union, ce ne sont pas seulement des chiffres. C'est avant tout une question de confiance et de démocratie, l'objectif étant de faire en sorte que l'Europe œuvre en faveur de ses citoyens», conclut M^{me} Calistru. (tk)



Une économie centrée sur les personnes doit rester au cœur des préoccupations de l'UE

Le CESE soutient les efforts visant à développer un écosystème industriel davantage centré sur l'humain et pérenne. Dans le même temps, il demande qu'une réflexion approfondie soit menée sur l'industrie 5.0 et ses conséquences sociales et

économiques.

L'industrie 5.0 vise à placer les questions sociales et environnementales au cœur des processus d'entreprise, en allant au-delà de l'importance que l'industrie 4.0 accordait à la numérisation et à l'automatisation. Le CESE a récemment adopté un avis intitulé «[Industrie 5.0 — Comment en faire une réalité?](#)», dans lequel il plaide en faveur d'un modèle industriel centré sur les personnes, qui valorise les compétences humaines et la créativité.

L'industrie 4.0 a largement négligé l'incidence de l'automatisation sur l'humain et n'a accordé qu'une attention limitée aux priorités environnementales telles que la réduction des déchets, la circularité et l'énergie verte. Le CESE souligne que l'industrie 5.0 devrait combler ces lacunes en donnant la priorité aux valeurs démocratiques, à l'équité sociale et à la compétitivité durable. **Giuseppe Guerini**, rapporteur de l'avis sur l'industrie 5.0, fait valoir que la transformation numérique devrait contribuer à un «nouveau pacte

pour une industrie propre», dans le cadre duquel les facteurs humains et la créativité jouent un rôle central.

L'industrie 5.0 replace les personnes au cœur de la production, considérant que leurs connaissances et leurs compétences sont essentielles pour obtenir un avantage concurrentiel. Elle établit un équilibre entre automatisation et créativité humaine, en utilisant des robots collaboratifs pour effectuer des tâches répétitives, ce qui permet aux travailleurs de se concentrer sur la conception, la planification et les services à la clientèle. Ce changement met également l'accent sur la santé et la sécurité des travailleurs, et sur le soutien à ceux qui verront leur emploi supprimé par l'automatisation.

Le CESE invite les institutions de l'Union européenne à appuyer un écosystème industriel pérenne et centré sur l'humain, ancré dans la justice sociale et la compétitivité inclusive. Tout en soutenant l'industrie 5.0, le CESE souligne la nécessité de mieux en définir les incidences économiques, sociales et technologiques. Les politiques européennes existantes, telles que le pacte vert, la législation sur l'intelligence artificielle et la stratégie en matière de compétences, jettent les bases de cette vision, mais devraient être mises à jour pour être conformes aux principes de l'industrie 5.0.

Pour que l'industrie 5.0 soit couronnée de succès, les partenaires sociaux et les travailleurs doivent être associés à tous les niveaux. Cette approche inclusive favorisera un environnement de travail collaboratif qui allie les atouts de l'homme à ceux de la machine et rend ainsi les lieux de travail plus innovants, plus attrayants et plus durables. (gb)



[L'Union européenne doit de toute urgence mettre l'accent sur l'hydrogène vert pour décarboner les transports](#)

Le 12 novembre, le CESE a organisé une conférence sur l'hydrogène bas carbone à Pärnu, en Estonie. L'objectif était d'examiner et de définir des actions stratégiques en vue du développement d'infrastructures durables pour l'hydrogène et ses dérivés en mettant l'accent sur le financement et l'utilisation.

Intitulée «[Des énergies en mer aux carburants électriques: stimuler la nouvelle économie de l'hydrogène](#)», la manifestation a rassemblé l'ambassade des Pays-Bas en Estonie, le centre de développement du district de Pärnu, le centre de recherche appliquée Metrosert, Invest Estonia et le concepteur d'usines de méthanol de synthèse Power2X.

L'hydrogène vert et bas carbone représente une composante cruciale de notre transition énergétique, et des initiatives récentes comme la Banque européenne de l'hydrogène ont mis en évidence l'existence d'une dynamique favorisant l'essor des marchés de l'hydrogène durable. À cette fin, les responsables politiques européens et nationaux doivent fournir les moyens nécessaires pour concrétiser ces ambitions et faciliter la coopération entre les États membres pour adopter des stratégies efficaces.

Évoquant ce besoin urgent, **Baiba Miltoviča**, présidente de la section «Transports, énergie, infrastructures et société de l'information» du CESE, a déclaré: «Le déploiement rapide de l'hydrogène renouvelable est

primordial, non seulement pour la transformation de notre système énergétique, mais aussi pour le bien-être social et économique de l'Union européenne. Néanmoins, il est impératif d'agir avec sagesse concernant l'affectation de nos ressources. Pour que notre action produise le plus grand impact possible, nous devons donner la priorité aux secteurs dans lesquels il est difficile de réduire les émissions et établir des normes écologiques et sociales efficaces qui garantissent des conditions de travail équitables et sûres.» (mp)



Baiba Miltoviča, présidente de la section TEN du CESE, et Andres Jaadla, rapporteur du CdR, signent une déclaration sur le logement

Dans une déclaration commune signée le 14 novembre 2024, Baiba Miltoviča, présidente de la [section «Transports, énergie, infrastructures et société de l'information» \(TEN\)](#) du CESE, et

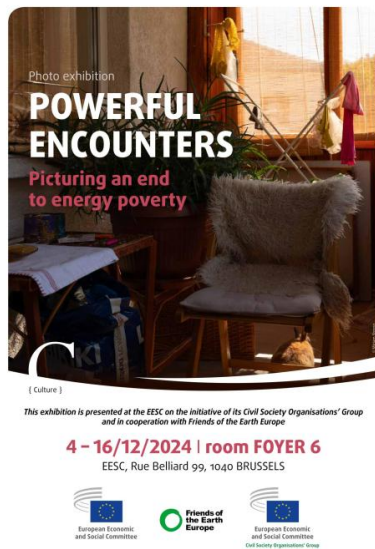
Andres Jaadla, rapporteur d'un [avis du Comité des régions \(CdR\) sur le logement](#), pressent les institutions européennes de prendre d'urgence des mesures pour sortir l'Union de la crise actuelle du logement. Ils se félicitent également de la nomination d'un commissaire européen à l'énergie et au logement, qui sera chargé de présenter le tout premier plan européen pour des logements abordables.

Déclaration sur le logement

- Nous appelons la Commission européenne à organiser **chaque année un sommet européen sur le logement social et abordable**, en partenariat avec le Parlement européen, le CESE et le CdR, afin de rassembler toutes les parties qui s'emploient à mettre en œuvre les actions des États membres dans le domaine du logement social et abordable en s'appuyant sur une approche à plusieurs niveaux et sur les échanges de bonnes pratiques conformément au principe de subsidiarité.
- Nous appuyons le projet du commissaire désigné chargé du logement de mettre en place, en partenariat avec le CESE et le CdR, une **plateforme paneuropéenne d'investissement** en faveur de logements abordables et durables afin de soutenir d'urgence les partenariats nationaux, régionaux et locaux visant à mettre un terme à l'exclusion en matière de logement.
- Nous soulignons que toute solution à long terme à la crise du logement implique d'étudier **des moyens innovants de stimuler l'investissement public** et **de mobiliser les fonds européens existants**.
- Nous invitons les institutions de l'Union à soutenir **la rénovation en profondeur des bâtiments d'habitation** au moyen d'aides financières diversifiées, s'inscrivant dans le long terme et innovantes, ainsi que de cadres juridiques cohérents, qui visent tant les populations vulnérables que les acteurs clés sur le terrain, notamment les communautés énergétiques et les collectivités locales.
- Nous invitons **les acteurs des différents échelons de gouvernement à resserrer leur coopération**, qu'ils soient États membres, institutions de l'Union, organisations de la société civile, pouvoirs publics régionaux ou encore collectivités locales.

Nous nous engageons à contribuer à mettre en œuvre les mesures énoncées dans la déclaration de Liège, et pour ce faire, à faire valoir les vues des organisations de la société civile et des collectivités locales et

régionales de toute l'Union dans le cadre des efforts communs que déploient l'ensemble des institutions de l'Union afin de résoudre la crise du logement et de renforcer de toute part la cohésion de l'Europe.



Des rencontres puissantes: imaginer la fin de la précarité énergétique

Le Comité économique et social européen (CESE) accueille la fascinante exposition «**Des rencontres puissantes: imaginer la fin de la précarité énergétique**», qui présente le travail de la photographe **Miriam Strong**. Organisée à l'initiative du groupe des organisations de la société civile du CESE en partenariat avec Les amis de la Terre Europe, l'exposition met en lumière le militantisme, l'action collective et la prise d'autonomie de communautés confrontées à la précarité énergétique aux quatre coins de l'Europe. Elle sera visible dans le bâtiment JDE du CESE (rue Belliard 99-101 à Bruxelles) du 4 au 16 décembre.

Lors de l'inauguration, **Aurel Laurențiu Plosceanu**, vice-président du CESE chargé de la communication, et **Séamus Boland**, président du groupe des organisations de la société civile du CESE, ont souligné l'engagement du Comité en faveur de l'éradication de la pauvreté, de la promotion d'une énergie abordable et d'un changement systémique, ainsi que de la réalisation des objectifs de développement durable.

Dans son discours, M. Boland a abordé l'augmentation du coût de la vie et des niveaux de pauvreté en Europe, en mettant l'accent sur la nécessité d'une réponse politique forte de la part de la nouvelle Commission européenne et du nouveau Parlement européen. «Annoncés par Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, dans ses orientations politiques pour la nouvelle Commission européenne, la toute première stratégie européenne de lutte contre la pauvreté et le pacte pour une industrie propre doivent apporter des solutions durables aux réalités du terrain», a-t-il déclaré.

Laia Segura, militante pour la justice énergétique, et **Yvonne Lemmen**, responsable de la communication chez Les amis de la Terre, ont affirmé que ces photos analysent la façon dont les personnes font face à la précarité énergétique et luttent pour leur droit à des logements décents et résistants au changement climatique, alimentés par une énergie abordable et propre. Pour de plus amples informations, veuillez cliquer [ici](#).



Et le prix de la meilleure photo «Connecter l'UE» 2024 est décerné à...

La gagnante du concours photo «Connecting EU» 2024 est Martina Cikojević, rédactrice en chef et journaliste au sein du syndicat croate des employés des postes.

Sa photo, «Brussels Grand Place in the Moonlight», lui permet de remporter un séjour de deux jours à Bruxelles lors de la Semaine de la société civile du CESE en mars 2025.

M^{me} Cikojević a participé au séminaire «[Connecter l'UE](#)» 2024, qui s'est tenu les 17 et 18 octobre à Bruxelles. Ce séminaire a rassemblé des attachés de presse et des responsables de la communication d'organisations de la société civile de l'UE, ainsi que des journalistes. Intitulé «Le journalisme, dernier bastion de la démocratie: comment l'aider à survivre et à prospérer», ce séminaire s'est concentré sur les défis sans précédent auxquels les journalistes sont confrontés dans un monde caractérisé par l'évolution rapide de l'intelligence artificielle et par des pressions politiques croissantes.

Les participants ont également assisté à la séance de mise en réseau intitulée «Travailler en tant qu'attaché de presse ou responsable de la communication à l'ère d'Instagram, de TikTok et de l'intelligence artificielle: comment faire passer son message», qui comprenait deux ateliers. Le concours photo s'inscrivait dans le cadre de l'atelier consacré aux «Leçons sur le contenu de la communication», mené par **Tom Moylan**, spécialiste de la communication.

M^{me} Cikojević a déclaré que sa photo, montrant la lune briller à travers des nuages sombres et apportant de la lumière dans la nuit, pourrait être symboliquement reliée au thème du séminaire. «Personne ne peut empêcher la lune d'éclairer l'obscurité. Personne ne devrait empêcher les journalistes de transmettre la vérité, pour une société meilleure, plus sûre et plus juste», a-t-elle expliqué.

En tant que lauréate du concours photo, M^{me} Cikojević participera à la deuxième Semaine de la société civile du CESE, qui se tiendra du 17 au 21 mars dans les locaux du Comité à Bruxelles. Le thème de cette année est le renforcement de la cohésion et de la participation dans les sociétés marquées par des clivages.

Le service de presse du CESE tient à féliciter M^{me} Cikojević et remercie tous ceux qui ont envoyé leurs photos. (II)

NOUVELLES DES GROUPES



Élections aux États-Unis: nous devons être prêts à agir seuls sur des questions stratégiques essentielles

Par Stefano Mallia, président du groupe des employeurs du CESE

Donald Trump a remporté les élections aux États-Unis et deviendra président pour la seconde fois. Le résultat du vote est sans ambiguïté, et se doit d'être respecté, mais que faire maintenant?

L'Union européenne et les États-Unis restent des partenaires géopolitiques et commerciaux majeurs, nos relations étant fondées sur le principe de réciprocité. L'isolationnisme ou le protectionnisme n'ont pas leur place dans le monde interconnecté d'aujourd'hui, car de telles approches nuisent à notre coopération, entre nous comme au niveau mondial, ainsi qu'à notre prospérité économique.

L'Union est le principal partenaire commercial des États-Unis, et vice versa. Le **commerce** entre ces deux partenaires a atteint un niveau historique de plus de 1 600 milliards d'EUR en 2023, tandis que les stocks d'investissements bilatéraux s'élèvent à 5 000 milliards d'EUR. Les États-Unis constituent une source majeure d'investissements directs étrangers (IDE) dans l'Union: il est estimé qu'en Europe, ces investissements américains se montent à quelque 3 600 milliards d'USD, tandis que ceux de l'Union aux États-Unis s'élèvent à environ 3 000 milliards d'USD. Les sommes ainsi investies par chacun des partenaires renforcent l'interdépendance de leurs économies et créent des millions d'emplois, de part et d'autre de l'Atlantique.

En conséquence, il importe qu'ils continuent à cultiver leur relation. C'est une voie sans issue que d'imposer des droits de douane sur les marchandises européennes, suivant la suggestion, déjà avancée par Donald Trump, de taxer à hauteur de 10 % à 20 % les importations en provenance de tous les pays, y compris de l'Union. C'est pourquoi nous appelons à un dialogue plus ouvert et à un ordre du jour qui, en matière de coopération, soit tourné vers l'avenir.

Le Conseil du commerce et des technologies UE-États-Unis (CCT) a facilité le dialogue sur des questions cruciales telles que l'intelligence artificielle et les semi-conducteurs. S'il est nécessaire de renforcer le dialogue et de l'intensifier, l'Union se doit par ailleurs d'accélérer ses réformes stratégiques, de se ressaisir et de chercher le meilleur moyen de dégager des pistes pour coopérer avec les États-Unis.

Nous devons également anticiper le scénario où, sur des questions aussi importantes que le changement climatique et l'Ukraine, nous devrons agir seuls. Pareille éventualité étant très plausible, nous nous devons de commencer à nous y préparer comme à une nouvelle réalité qui s'imposera dans les faits.



C'est le coût de la vie, imbécile!

Par le groupe des travailleurs

Évoquer le coût de la vie pour paraphraser le slogan de la campagne de Bill Clinton en 1992 — «C'est l'économie, imbécile!», qui eut à l'époque une résonance profonde auprès des électeurs américains — semble plus qu'approprié

aujourd'hui. Il suffit d'examiner les résultats de la dernière enquête post-électorale [Eurobaromètre](#) de l'UE, qui fait apparaître que l'inflation et l'économie ont été les principaux thèmes à avoir incité les citoyens à se rendre aux urnes.

Bien entendu, il n'y a pas de solution universelle et les difficultés économiques ne peuvent à elles seules expliquer tous les problèmes qui détermineront les élections à venir. Toutefois, on peut légitimement affirmer que la hausse des prix, le coût de la vie et la situation économique ont été les principaux déterminants des choix des électeurs dans l'UE au printemps dernier et [de l'autre côté de l'Atlantique il y a quelques semaines](#). Ce ne fut pas une surprise: ces thèmes constituaient déjà la principale préoccupation (suivis par la pauvreté et l'exclusion sociale) [au début 2023](#). Alors que les indicateurs macroéconomiques semblent donner raison aux choix des décideurs politiques, l'incidence directe de [l'inflation sur des biens essentiels tels que les denrées alimentaires et l'énergie reste lourde, son incidence touchant de manière disproportionnée ceux qui consacrent une proportion importante de leurs revenus à ces besoins](#). Cette situation est venue s'ajouter à la pandémie et aux choix catastrophiques de politiques publiques qu'elle a provoqués, alors que de nombreux pays souffraient encore des séquelles de la crise de 2008.

Depuis des décennies, [les salaires ont été dissociés de la croissance de la productivité](#), ce qui a fait disparaître les perspectives d'avenir meilleur pour nombre de personnes ressortissant aux classes moyennes et ouvrières en Europe. L'extrémisme politique et les turbulences électorales [sont là pour rester](#).

Il est essentiel de s'attaquer à la crise du coût de la vie pour l'avenir de l'Europe, car elle met en évidence des problèmes structurels dans nos sociétés et nos économies, tout en remettant en cause les principes qui sous-tendent le tissu social de nos démocraties.

Le 26 novembre, [le groupe des travailleurs a rencontré plusieurs parties prenantes pour discuter de cette question. Nous vous invitons à revivre cette discussion](#) et à vous joindre à notre appel aux décideurs politiques pour qu'ils [mettent un terme à leurs slogans vides de sens et combient leur propre déficit de compétences](#) pour se concentrer sur ce qui importe.



Éradiquer la pauvreté une fois pour toutes

Par Séamus Boland, président du groupe des organisations de la société civile du CESE

Bien que l'UE soit l'une des régions les plus riches du monde, des millions d'enfants européens dépendent encore de leur école pour leur alimentation quotidienne. En fait, le nombre d'États membres fournissant des denrées alimentaires aux enfants pendant les vacances scolaires est en augmentation. Cette

information à elle seule suffit pour comprendre que la pauvreté dans son acceptation la plus élémentaire existe et s'accroît, et qu'elle doit être combattue avec fermeté et sans hésitation par la prochaine Commission européenne.

Les statistiques européennes sur la pauvreté sont déprimantes. Environ 21 % de la population de l'UE est exposée au risque de pauvreté et d'exclusion sociale ([données Eurostat de 2023](#)) et près de 25 % des enfants menacent de tomber dans le piège de la pauvreté ([données Eurostat de 2023](#)). S'il se peut que la situation ait été pire sans les initiatives actuelles mises en place par l'UE pour stimuler le changement dans ce domaine, force est d'admettre que celles-ci ne sont pas suffisantes. C'est pourquoi le Comité économique et social européen (CESE) et son groupe des organisations de la société civile saluent l'annonce de la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, selon laquelle la Commission travaillera à l'élaboration d'une stratégie européenne de lutte contre la pauvreté visant à s'attaquer aux causes profondes de ce problème au cours du mandat 2024-2029. Le CESE, et en particulier mon groupe, plaident depuis longtemps en faveur d'une telle stratégie.

Malheureusement, la pauvreté n'est pas seulement une pénurie des ressources de base dont les familles ont besoin au quotidien. Elle est le résultat d'une série de circonstances durables qui vont de pair avec un appauvrissement à long terme. Cet appauvrissement est lié aux systèmes politiques, qui, au mieux, ignorent certains groupes démographiques et, au pire, les discriminent.

Les solutions devront passer par une évaluation des causes profondes et historiques de la pauvreté. Il s'agira d'examiner toutes les étapes de la vie des personnes concernées, de la naissance à la mort. Il en va de même pour l'offre de logement, qui devient l'un des problèmes les plus graves auxquels sont confrontées les sociétés européennes. Pour cette raison, à la demande de mon groupe, le CESE a commandé une [étude](#) sur le logement durable et abordable dans l'UE. Elle a été présentée lors de notre [conférence du 21 novembre](#) sur le thème «Protéger les plus vulnérables d'Europe grâce au logement durable et abordable». Cette conférence nous a permis de démontrer que le logement abordable est l'un des principaux instruments de lutte contre la pauvreté.

Nous nous félicitons que la nouvelle Commission européenne comprenne un commissaire à l'énergie et au logement, ce qui contribuera à l'éradication de la pauvreté. Il est cependant préoccupant que la plupart des responsables politiques continuent de considérer l'éradication de la pauvreté comme un problème à résoudre au moyen de budgets conséquents gérés de manière bureaucratique. Les ressources ne parviendront aux personnes concernées que si cet état d'esprit change. La pauvreté est une question transversale et les nouveaux commissaires européens à l'énergie et au logement, à l'égalité, à la cohésion et aux réformes, et à la transition juste doivent assumer sans délai la responsabilité de stimuler ce changement.

PLEINS FEUX SUR LE CLIMAT



Photo by Lucie Morauw

Les milliards de la trahison: l'échec de la COP 29 à faire avancer la justice climatique

Adélaïde Charlier, jeune militante pour le climat et les droits de l'homme et cofondatrice de *Youth for Climate* Belgique, dresse la liste des écueils auxquels se heurte l'accord pour le climat qui vient d'être conclu lors de la COP 29, dans la capitale azerbaïdjanaise de Bakou. Considérée par beaucoup comme un véritable symbole de la confiance brisée et de l'inégalité climatique, la COP 29 a profondément déçu les nations vulnérables et la société civile.

La conférence sur les changements climatiques (COP 29) tenue récemment à Bakou a divisé le monde; c'est ainsi que les nations vulnérables et la société civile font part de leur profonde frustration à l'égard de ce qu'elles considèrent comme une rupture de confiance. Si un accord a bel et bien été conclu, à savoir la promesse de prévoir une enveloppe de 300 milliards de dollars par an pour aider les pays en développement à s'adapter au changement climatique d'ici à 2035, celui-ci est à mille lieues de répondre aux besoins urgents de tous ceux qui se trouvent en première ligne face à la crise climatique.

«Plutôt aucun accord qu'un mauvais accord»

Harjeet Singh, responsable de l'action mondiale de l'initiative en faveur d'un traité de non-prolifération des combustibles fossiles, a donné le ton 24 heures avant la conclusion de l'accord définitif: «Plutôt aucun accord qu'un mauvais accord». Sa déclaration faisait écho aux tensions croissantes entre les pays concernés, la société civile et les nations plus riches. Le dimanche venu, la conférence s'est contentée de présenter, face à une réalité dramatique, un seul objectif d'ordre financier: la promesse de consacrer à cette question «300 milliards de dollars par an d'ici à 2035», une ambition qui semble ridicule par rapport au montant qu'avaient réclamé collectivement les nations vulnérables, à savoir 1 300 milliards de dollars, pour couvrir leurs besoins en matière d'adaptation au changement climatique, d'atténuation de ce dernier et de gestion des pertes et dommages.

Cet accord est lié au nouvel objectif collectif quantifié, qui vise à financer la transition climatique des pays en développement. Bien que trois fois supérieur à l'objectif de 100 milliards de dollars fixé en 2009, qui n'a été atteint qu'en 2022 avec deux ans de retard, le montant promis demeure largement insuffisant. En tenant compte de l'inflation, l'engagement de 100 milliards de dollars pris en 2009 reviendrait à 258 milliards de dollars en 2035, ce qui représente, sur le plan des efforts effectivement déployés, une augmentation réelle de seulement 42 milliards de dollars. L'appel des nations vulnérables était sans équivoque: «La promesse ne doit pas se chiffrer en milliards, mais en milliers de milliards».

La structure de l'objectif financier proposé est tout aussi décevante que son montant. Elle ne comporte aucun engagement spécifique à activer des mécanismes de financement public, tels que des aides ou des subventions, dont les pays du Sud ont désespérément besoin.

En outre, l'ambition globale ne s'accompagne d'aucun sous-objectif visant à financer l'atténuation du changement climatique, l'adaptation à ce dernier et la gestion des pertes et dommages. Un intérêt insuffisant porté à l'adaptation, combiné à une attention disproportionnée accordée à l'atténuation — les mesures à cet égard devant principalement être financées par des banques multilatérales de

développement et par le secteur privé —, témoigne d’une incapacité persistante à tirer les leçons de 2009 et du grave sous-financement de l’adaptation, auxquels viennent s’ajouter une absence de responsabilité et de fonds consacrés à la compensation des pertes et dommages.

Par ailleurs, si ces pertes et dommages sont effectivement mentionnés dans l’accord, ils font à peine l’objet d’une référence vague et superficielle, alors qu’ils devraient être intégrés de manière significative au contenu même de l’accord. Le cadre laisse aussi la porte ouverte à une forte dépendance à l’égard des investissements privés, notamment les partenariats public-privé, les investissements privés moins risqués soutenus par des fonds publics, et les investissements entièrement privés, lesquels sont activement encouragés.

Des responsabilités historiques ignorées

Outre l’insuffisance du financement prévu, l’accord a mis en lumière de profondes fractures dans la diplomatie climatique. Les pays les plus riches ont fait fi de la notion de responsabilités différenciées en transmettant une partie de la contrainte financière aux plus vulnérables, qui sont justement les plus durement touchés par les effets du changement climatique. Des États comme l’Inde, Cuba, la Bolivie et le Nigeria ont exprimé leur colère, accusant les pays riches de ne pas compenser les émissions de gaz à effet de serre dont ils sont historiquement responsables.

Cette attitude méprisante a ruiné la confiance et conduit à des tensions d’une ampleur sans précédent dans l’histoire des négociations de la COP. L’engagement actuel de 300 milliards de dollars fait pâle figure par rapport à l’investissement minimal de 1 000 milliards de dollars d’ici à 2035 dont les pays en développement (hormis la Chine) auraient besoin, selon les experts des Nations unies.

Un mauvais accord arraché sous la pression

Les pays les plus pauvres et les plus vulnérables du monde, y compris les 45 pays les moins avancés et 40 petits États insulaires, ont fini par accepter l’accord sous l’effet d’une pression politique énorme. Redoutant l’absence de tout accord, ils n’ont eu d’autre choix que de signer, surtout face au risque de voir tout progrès en matière de climat menacé dans le contexte de l’accession de Donald Trump à la présidence des États-Unis. Il s’agissait pour beaucoup d’un compromis amer: accepter un financement insuffisant pour s’assurer une aide immédiate.

Le prix du retard

En plus de porter un coup aux relations diplomatiques, ce «mauvais accord» aura des conséquences dévastatrices sur des millions de personnes. Les pays vulnérables ont déjà été poussés au-delà de leurs limites sous l’effet de phénomènes météorologiques extrêmes, l’élévation du niveau de la mer et la rareté des ressources. Les gouvernements des pays plus riches doivent comprendre qu’investir dans l’action climatique dès aujourd’hui se révélera beaucoup moins coûteux que d’attendre la facture catastrophique que la Nature elle-même nous fera payer à terme.

Le résultat de la COP 29 sonne comme un douloureux rappel de l’évidence: la crise climatique exige une action ambitieuse et urgente, ainsi que la justice à l’égard des personnes qui sont les plus touchées. En l’absence d’engagements transformateurs, nous ne faisons que creuser, année après année, les écarts entre le Nord et le Sud, sapant les fondements mêmes de la coopération mondiale sur les questions climatiques.

Dans la perspective de la COP 30, il est évident que la lutte pour la justice climatique est loin d'être terminée.

Âgée de 23 ans, Adélaïde Charlier milite au niveau européen en faveur de la justice climatique. Elle est principalement connue pour avoir cofondé Youth for Climate Belgique, et plus récemment, l'organisation Bridge, qui vise à créer un lien entre les jeunes et la politique climatique. Elle a également été nommée pour figurer dans l'édition 2024 du classement «30 Under 30» du magazine Forbes, qui met chaque année à l'honneur 30 personnes de moins de 30 ans ayant un impact important sur le monde.



Lutter pour une planète en bonne santé est une question de vie ou de mort

«Nous, femmes vivant en milieu rural, refusons d'être considérées sous l'angle de la pitié ou de la compassion: nous voulons être reconnues et appréciées comme parties prenantes dans la réalisation de l'objectif du développement durable. Nous avons besoin de disposer de perspectives à exploiter et de compter sur des services essentiels de qualité, afin de pouvoir nous maintenir dans nos terroirs et continuer à nourrir le monde»: c'est en ces termes que s'est exprimée, durant le débat récemment organisé au CESE sur le thème «Les femmes et la

triple crise planétaire: défis et perspectives», l'Équatorienne Luz Haro Guanga, praticienne d'une agriculture paysanne et secrétaire exécutive du Réseau des femmes rurales d'Amérique latine et des Caraïbes (RedLAC). Dans son entretien avec CESE info, M^{me} Haro Guanga évoque les effets que le changement climatique produit en Amérique latine et explique les raisons pour lesquelles, malgré les reculs enregistrés lors de la COP16, le pessimisme est un luxe que nous n'avons ni la possibilité ni le loisir de nous accorder dans notre combat pour une planète qui soit plus durable et en meilleure santé.

Votre organisation, le réseau RedLAC, a pris part à la COP16. Êtes-vous déçue des résultats de cette conférence, puisqu'elle n'a pas abouti à un consensus sur le financement de la protection de la nature et de la biodiversité? Cette COP16 a-t-elle débouché sur un quelconque résultat?

Luz Haro Guanga: Femme équatorienne vivant en milieu rural, je milite depuis les années 80 pour les droits de mes sœurs des campagnes d'Équateur. Une des leçons que j'ai tirées de cet engagement de près de quarante années est que si l'on veut faire évoluer la société, il faut déployer d'énormes efforts, ne guère s'attendre à remporter des succès immédiats et, surtout, savoir faire preuve de constance, de cohérence et de persévérance. Il aurait été formidable de dégager un consensus sur la protection de la nature et de la biodiversité, mais j'ai la conviction que les voix de ces milliers d'hommes et de femmes, citadins ou ruraux, qui ont été relayées jusqu'à la COP16, n'en ont pas moins réussi, tels des grains de sable qui s'accumulent, à emporter l'adhésion, dans leur cœur comme dans leur esprit, d'intervenants qui avaient jusqu'alors été rétifs à l'idée de soutenir cette action urgente en faveur du climat.

Si, en définitive, nous n'avons pas atteint notre but, c'est précisément maintenant que nous devons continuer à faire le siège des responsables dans chaque ville, chaque communauté et chaque pays, pour qu'ils opèrent leur prise de conscience et qu'ils fassent montre de volontarisme, sur un plan personnel, technique et politique, de manière à prendre les meilleures décisions pour éviter que par notre inaction d'aujourd'hui, la faim, demain, ne tue des êtres humains.

En Amérique latine, comment le changement climatique affecte-t-il les femmes autochtones et celles vivant en milieu rural?

Je voudrais, si vous me le permettez, attirer l'attention sur certains points saillants d'un document que la Commission interaméricaine des femmes (CIM) de l'Organisation des États américains (OEA) a élaboré à partir d'entretiens avec 70 femmes dirigeantes, de 16 pays, dans un processus de dialogue lancé en septembre 2024. Le texte, qui a été présenté devant la COP16, expose les points de vue des femmes vivant en milieu rural.

La conclusion à laquelle il aboutit est que le changement climatique se présente comme une réalité dans tous les pays du monde, y compris ceux des deux Amériques, et qu'il y provoque de graves conséquences. Parmi ces phénomènes d'origine climatique, il en est toutefois quatre qui ont été mis en avant de manière particulièrement marquée.

Les sécheresses persistantes: certains pays ont indiqué souffrir, des mois durant, d'un niveau de précipitations extrêmement faible, et d'autres, plus au sud, ont fait état de sécheresses qui se sont étalées sur plusieurs années.

Des températures en augmentation, bien au-dessus des valeurs normales: cette hausse, intervenant qui plus est alors que les sols sont desséchés, concourt à la multiplication des incendies de végétation, lesquels, s'ils peuvent tout aussi bien être spontanés qu'avoir été, le cas échéant, allumés à dessein, sont, en tout état de cause, attisés par la sécheresse ambiante, pour le plus grand dommage des biotopes et de la biodiversité. Durant les jours mêmes où la conférence se déroulait au Brésil, les médias ont rapporté que dans le pays, l'État de Piauí ne comptait pas moins de trois cents foyers d'incendie actifs.

Les tempêtes: il a été relevé que les pluies sont intenses, qu'elles s'abattent en épisodes très brefs et qu'elles s'accompagnent de fortes bourrasques. Des participants originaires d'Amérique centrale, de la République dominicaine et des franges côtières de la Colombie ont expliqué que les cyclones et les tempêtes tropicales frappent leurs régions avec une intensité et une fréquence qui vont croissant.

Des modifications dans les courbes de précipitations: «Il pleut aux moments les plus inattendus» est une phrase qui a fait florès dans toutes les réunions, tandis que des occurrences inopinées de gel, de grêle et d'averses de neige ont été relevées dans les basses latitudes du continent sud-américain et ses régions andines. D'une manière générale, on a constaté que la pluviométrie annuelle a baissé, cependant que les pluies, quand elles surviennent, prennent des allures torrentielles, provoquant des inondations et des catastrophes naturelles qui prélèvent leur lot de victimes humaines, emportent infrastructures, routes et récoltes et dégradent les conditions de vie de la population, en particulier dans les campagnes. Un participant a bien résumé la situation par ces mots: «Parfois, il pleut de manière terrifiante.»

Par ailleurs, l'on assiste à la mise en œuvre de pratiques non durables, qui appauvrissent les ressources naturelles. Parmi les problèmes qui, tout à la fois, s'avèrent les plus préoccupants et sont le plus fréquemment mentionnés, figurent les coupes de bois ou la destruction de forêts et de mangroves, les

incendies forestiers d'origine volontaire, la gestion inadéquate des ressources hydriques, la pollution, la promotion d'activités qui présentent un caractère intensif, tendent à faire tache d'huile, consomment de l'eau en abondance et sont source de pollution, ou encore un recours excessif aux produits de l'agrochimie, aux herbicides et aux pesticides.

Un aspect qui a été épinglé est celui de l'**inertie des certains pouvoirs publics locaux ou nationaux**, qui n'élaborent pas les cadres réglementaires grâce auxquels il serait possible de faire reculer des activités destructrices et de promouvoir des stratégies de production durables. Certains pays se sont certes dotés de telles réglementations, mais leurs autorités s'abstiennent de les appliquer, sous l'effet de la corruption ou à cause d'intérêts politiques individuels.

En conséquence, les dirigeants mondiaux ont réclamé qu'une pression accrue soit exercée sur les États afin qu'ils se conforment aux traités qu'ils ont souscrits en matière de biodiversité et de changement climatique.

Eu égard au cours pris par la lutte pour le climat et la protection de l'environnement, êtes-vous plutôt optimiste ou pessimiste? À votre avis, que faudrait-il faire?

Si nous ne nous projetons pas dans des rêves ambitieux, nous ne réaliserons pas de grandes avancées. Dès lors que nous sommes touchés par le changement climatique et que ses répercussions s'aggravent à vive allure, nous ne pouvons renoncer au combat que nous menons pour que les enjeux fondamentaux, nécessitant une action prioritaire, retiennent l'attention des décideurs, non seulement sous l'angle du financement mais aussi dans la perspective qu'ils mènent une action coordonnée, coopèrent et fassent reculer les égoïsmes et un activisme asservi à des intérêts politiques partisans.

Je fais preuve d'optimisme, car j'estime que si nous continuons à exercer une pression, à faire entendre notre voix et à soutenir des développements de long terme au sein de la société, en concluant des alliances stratégiques, dans les deux Amériques comme à travers le monde, nous serons à même d'influer sur les actions des autorités publiques et de garantir que les personnes détentrices de fonctions de pouvoir ou exerçant des responsabilités de prise de décisions assumeront leurs missions en étant mues par la conviction qu'il s'impose d'urgence de lutter contre le changement climatique et de juguler les actions qui en accélèrent les effets néfastes et destructeurs pour notre planète, qu'il s'agisse des incendies, des exploitations agricoles fondées sur les monocultures, de l'utilisation débridée d'insecticides et de produits chimiques, de la destruction des bassins hydrographiques, de la pêche pratiquée de manière indiscriminée, du tarissement des ressources hydriques, ou des carences dans le traitement des eaux usées, pour ne prendre que ces exemples.

Verser dans le pessimisme ne fera qu'affaiblir notre message et, au bout du compte, nous amènera à abandonner notre action et notre combat. Malgré tous ces soubresauts dommageables, il n'y a ni temps à perdre, ni place pour le défaitisme dans la lutte que nous menons pour une planète qui soit plus durable et en meilleure santé. Il s'agit d'une question de vie ou de mort, pour nos générations comme pour celles qui nous succéderont.

C'est hier qu'il aurait fallu agir! Il n'en reste pas moins qu'il est encore temps, aujourd'hui, de commencer à changer d'attitude et de prendre des engagements au bénéfice de toute l'humanité.

*Équatorienne pratiquant l'agriculture paysanne, **Luz Haro Guanga** est secrétaire exécutive du [Réseau des femmes rurales d'Amérique latine et des Caraïbes \(RedLAC\)](#) et présidente, dans son pays, de l'antenne technique de ce même réseau, la fondation [FUNMUJERURAL-E](#). RedLAC est une organisation de la société civile qui fédère plus de 200 groupements de femmes vivant en milieu rural dans toute l'Amérique latine et*

aux Caraïbes. Fondée en 1990 en Argentine, elle s'attache à promouvoir la participation effective de ces femmes à la vie citoyenne et politique. Grâce aux efforts de longue haleine qu'elle a déployés, les dix années qui s'étendent de 2024 à 2034 ont été proclamées «Décennie interaméricaine pour les droits des femmes, des adolescentes et des filles dans les milieux ruraux des Amériques» par l'Organisation des États américains (OEA).



Des investissements durables pour l'avenir de vos petits-enfants

En 2021, l'association belge néerlandophone «Grootouders voor het Klimaat» (*Grands-parents pour le climat*) a remporté, avec sa campagne intitulée «Notre épargne pour leur avenir», le [prix](#)

CESE de la société civile, axé sur l'action climatique. Cette campagne visait à encourager les 2,4 millions de grands-parents belges à réinvestir leur épargne, estimée à l'époque à quelque 910 milliards d'euros, dans des projets plus durables. CESE info a interrogé l'association sur la situation actuelle en matière de financement climatique et durable, ainsi que sur ses attentes et projets pour l'avenir.

Trois ans après le lancement de votre campagne, voyez-vous des résultats tangibles? Quel est votre point de vue sur la situation générale actuelle en matière de financement climatique et durable? Peut-on parler de progrès? La population prend-elle davantage conscience de l'importance de cette question?

Le prix du CESE a été pour nous une belle marque de reconnaissance et un précieux soutien. Nous y avons souvent fait référence lors de nos contacts avec les autorités, d'autres bailleurs de fonds et nos concitoyens. Il nous a aidés à nouer de nouveaux contacts et à développer encore notre campagne, tant à destination des grands-parents que des jeunes générations, grâce à des présentations, des ateliers et une série de leçons sur la finance durable.

Nous avons remarqué qu'il s'agit toujours d'un thème délicat, mais que l'Union fournit d'importants efforts législatifs — taxonomie, pacte vert, directives sur la publication d'informations en matière de durabilité (CSRD) et le devoir de diligence des entreprises (CSDDD), etc. — qui incitent aujourd'hui bon nombre d'entreprises et de secteurs à prendre de plus en plus d'initiatives sur lesquelles nous pouvons nous appuyer. Cette évolution est prometteuse et indispensable, comme l'ont malheureusement encore montré les résultats (ou plutôt l'absence de résultats) de la COP de Bakou.

Une étude récente a révélé que nos actions de sensibilisation restent hautement nécessaires. Seulement 5 à 15 % des investisseurs utilisent leur droit d'exiger de leur institution financière qu'elle respecte leurs préférences en matière de durabilité. Nous devons donc poursuivre nos efforts en la matière.

Qu'attendez-vous de la COP 29? Participez-vous à la conférence, si pas directement, au moins en soutenant le jeune Ferre, âgé de 12 ans, et ses grands-parents? Pensez-vous que le financement climatique est un élément crucial d'une transition juste?

À l'heure où nous écrivons ces lignes, la COP 29 vient de s'achever. Nous avons d'emblée apporté notre plein soutien, financier et communicationnel, à Ferre, 12 ans, qui s'est rendu à Bakou accompagné de ses grands-parents, membres de *Grootouders voor het Klimaat*, afin de continuer à faire entendre la voix des enfants. Nous tenons ici à remercier également l'ensemble des grands-parents et des instances qui ont permis ce voyage.

La COP 29 devait être la COP du financement climatique car celui-ci est effectivement crucial pour la transition juste. Hélas, ce que nous avons vu à Bakou est totalement insuffisant. Nous continuons à affirmer qu'il y a de l'argent, et demandons à ceux qui le possèdent de prendre leurs responsabilités et de l'investir dans des projets durables pour l'avenir de nos petits-enfants.

Quels sont les derniers projets de *Grootouders voor het Klimaat* que vous aimeriez évoquer? De nouveaux projets sont-ils en préparation?

Nous continuons à envisager l'avenir avec espoir. L'année 2025, dix ans après l'accord de Paris, sera celle où nous irons en masse à la rencontre d'autres grands-parents, membres de grandes associations d'aînés en Flandre. Nous sommes en pleins préparatifs, et quelques dizaines de nos membres sont en train de se former pour pouvoir engager le débat sur le climat, en toute confiance, la main tendue et l'oreille attentive.

Nous avons élaboré plusieurs ateliers, dont un sur l'épargne et l'investissement durables, que nous proposons gratuitement à toutes les sections locales d'associations d'aînés. Nous avons déjà pu constater beaucoup d'enthousiasme. Fin novembre 2025, nous organiserons un grand événement de clôture, qui, nous l'espérons, ne marquera pas la fin mais bien le début d'un engagement croissant pour l'avenir.

Hugo Van Dienderen est cofondateur et coprésident de «Grootouders voor het Klimaat». Fondé en 2019, ce mouvement indépendant réunit des aînés, principalement des grands-pères et des grands-mères, qui veulent transmettre un monde vivable aux générations futures.

Photo: Ferre et ses grands-parents pour le climat à la COP 29 à Bakou. Ferre a pu s'adresser à de nombreuses personnalités pour leur faire part de son inquiétude à propos de la crise climatique.



[Investissement d'impact: transformer la finance au service d'un avenir durable](#)

Pouvons-nous contribuer à sauver le monde en investissant de manière durable? Dans un contexte de transformation remarquable du secteur financier face aux défis environnementaux et sociaux, Brigitte Bernard-Rau, de l'université d'Hambourg, se penche sur la nouvelle et puissante stratégie d'investissement que constitue l'investissement d'impact. Cette stratégie, qui marque un changement fondamental dans la manière dont nous envisageons le rôle du capital et de la finance dans la société, remet en question la

conception traditionnelle selon laquelle les investisseurs sont obligés de choisir entre gagner de l'argent et faire la différence.

Par Brigitte Bernard-Rau

Dans un monde confronté à des défis environnementaux et sociaux sans précédent, qui vont du changement climatique et de la perte de biodiversité à la sécurité alimentaire, aux inégalités, au bien-être et aux soins de santé, le secteur financier connaît une transformation remarquable. L'investissement d'impact est apparu comme une puissante approche qui remet en question la conception traditionnelle selon laquelle les investisseurs sont obligés de choisir entre gagner de l'argent et faire la différence. Mais qu'est-ce au juste que l'investissement d'impact, et en quoi diffère-t-il des autres formes de finance durable?

Comprendre l'investissement d'impact

En substance, l'investissement d'impact représente un changement fondamental dans la manière dont nous envisageons le rôle du capital et de la finance dans la société. Selon la définition qu'en donne le [Réseau mondial pour l'investissement d'impact \(GIIN\)](#), il s'agit d'une stratégie d'investissement englobant des investissements réalisés dans l'intention d'apporter, en plus d'un rendement financier, des effets positifs et mesurables sur le plan social et environnemental. Cette définition d'une apparente simplicité ne rend cependant pas toute la complexité du potentiel transformateur de l'investissement d'impact.

Pour saisir pleinement le rôle spécifique de l'investissement d'impact dans la finance moderne, caractérisée par son approche matérialiste, il y a lieu de voir où il se situe sur le spectre plus large des approches en matière d'investissement. À une extrémité du spectre se trouvent les investissements traditionnels, où le rendement financier et la maximisation des bénéfices règnent en maîtres et où les considérations sociales ou environnementales n'entrent absolument pas en ligne de compte dans la prise de décision. À mesure que nous évoluons dans ce continuum, nous découvrons des approches de plus en plus sophistiquées visant l'intégration des facteurs de performance sociale et environnementale, avant de déboucher sur une variété d'investissements relevant de la finance durable. Parmi ceux-ci, l'investissement d'impact est la stratégie d'investissement suprême, qui vise à susciter un changement positif et transformateur en alliant rendement financier et objectifs sociaux et environnementaux.

Résumé des approches en matière d'investissement:

- l'**investissement traditionnel** se concentre uniquement sur le rendement financier, en ignorant les facteurs sociaux et environnementaux. Il constitue depuis longtemps la pierre angulaire des marchés des capitaux;
- l'**intégration des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (critères ESG)** prend ces facteurs en considération en tant qu'indicateurs de risque dans les décisions d'investissement, mais ne les considère pas comme les principaux moteurs d'investissement;
- la **finance durable** intègre les considérations ESG dans la prise de décision en matière d'investissement et considère que la durabilité est créatrice de valeur. Elle soutient les investissements qui répondent aux défis en matière de durabilité et qui sont porteurs de changements positifs sur le plan social et environnemental. Il s'agit également d'investir dans la transition, en finançant à la fois les activités qui sont déjà respectueuses de l'environnement (finance verte) et celles qui sont en transition pour atteindre, à terme, des niveaux de performance respectueux de l'environnement (finance de transition);
- l'**investissement d'impact** renvoie à un changement important sur les marchés financiers, à une «réorientation substantielle vers l'impact», et répond à la question «[Les investissements dans la durabilité contribuent-ils à un monde meilleur?](#)». Il apparaît donc comme l'approche la plus intentionnelle, cherchant activement à obtenir dans le même temps, avec le même engagement, un rendement financier et un effet positif mesurable sur le plan social ou environnemental.

Les deux facettes de l'investissement d'impact: alignement ou génération

Au sein de l'[investissement d'impact](#), il existe une distinction fondamentale entre l'investissement aligné sur l'impact et l'investissement générateur d'impact. Cette différenciation aide les investisseurs à comprendre non seulement où va leur argent, mais aussi en quoi il contribue à faire évoluer les choses dans la bonne direction.

- Les **investissements alignés sur l'impact** soutiennent les entreprises qui ont déjà démontré qu'elles recourent à des pratiques positives pour l'environnement ou la société et prouvé leur engagement à produire des effets positifs par leurs activités et leurs résultats.
- Les **investissements générateurs d'impact** créent activement de nouvelles solutions aux défis sociaux ou environnementaux, en mettant souvent l'accent sur la transformation et le changement systémique.

Cette distinction théorique trouve une expression concrète dans des applications effectives concernant différents secteurs.

Énergie propre

Dans le cadre de la transition vers une énergie propre, les investissements alignés sur l'impact peuvent par exemple impliquer l'achat de parts dans des entreprises bien établies du secteur des énergies renouvelables ou de la production de véhicules électriques. Ces entreprises contribuent déjà à la durabilité environnementale grâce à leur modèle économique. Les investissements générateurs d'impact dans ce même secteur pourraient se concentrer plutôt sur le financement de toutes jeunes entreprises du secteur de la technologie des batteries, ou encore de projets solaires innovants axés sur les communautés locales dans les zones mal desservies, créant ainsi des solutions entièrement nouvelles aux défis énergétiques.

Agriculture durable

Le secteur de l'agriculture durable offre un autre exemple éclairant. Les investisseurs alignés sur l'impact pourraient soutenir des producteurs d'aliments biologiques ou des activités agricoles durables déjà bien établis, tandis que les investisseurs générateurs d'impact se concentreraient sur le développement de nouvelles techniques d'agriculture régénératrice ou de solutions d'agriculture urbaine révolutionnaires qui

pourraient transformer la manière dont nous produisons des denrées alimentaires.

Incidences sociales

Pour ce qui est des incidences sociales, les investissements alignés sur l'impact soutiennent souvent les entreprises qui se sont dotées de politiques fortes en matière de diversité et ont adopté des pratiques de travail équitables. Les investissements générateurs d'impact pourraient quant à eux financer de nouveaux projets de logements abordables ou des solutions technologiques éducatives pionnières pour les communautés locales mal desservies, ouvrant ainsi activement de nouvelles voies vers l'équité sociale.

Le processus d'investissement: de l'intention à l'impact

Le succès de l'investissement d'impact passe par un processus rigoureux, dont la première étape en vue de provoquer des changements positifs sur le plan social et environnemental consiste à [définir des objectifs clairs quant aux effets attendus](#). Les investisseurs doivent définir les résultats spécifiques qu'ils cherchent à atteindre sur le plan social ou environnemental, fixer des objectifs mesurables et, souvent, aligner ces derniers sur les cadres établis tels que le cadre mondial d'indicateurs des Nations unies relatif aux 17 objectifs de développement durable et à leurs 169 cibles contenus dans le programme de développement durable à l'horizon 2030.

Cette intentionnalité distingue l'investissement d'impact d'autres formes de finance durable. Elle exige des investisseurs soucieux de produire un impact qu'ils entament une procédure de diligence évaluant de manière approfondie à la fois les performances financières et la capacité à produire des résultats significatifs en matière sociale ou environnementale et à les mesurer.

L'évaluation financière d'un investissement est une pratique bien établie, étayée par des indicateurs normalisés et de solides méthodologies. À l'inverse, l'évaluation non financière telle que celle des incidences sociales et environnementales reste une pratique comparativement moins développée qui manque de cadres universels. Les investisseurs doivent donc aller au-delà de l'analyse financière traditionnelle pour évaluer à quel point une entreprise est engagée à faire évoluer les choses. Il s'agit notamment d'évaluer l'engagement de la direction à atteindre les objectifs définis en matière d'incidences, son aptitude à mesurer efficacement les effets produits, ainsi que sa capacité à divulguer et à communiquer en toute transparence les résultats obtenus. Le processus d'évaluation consiste souvent à examiner des indicateurs d'impact spécifiques adaptés aux objectifs de l'investissement, en veillant à ce qu'ils soient alignés sur des cadres reconnus tels qu'IRIS + ou le [projet de gestion de l'impact \(Impact Management Project — IMP, 2024\)](#).

En outre, pour améliorer la procédure de diligence, [il est essentiel d'établir une distinction entre l'«impact imputable à l'entreprise» et l'«impact imputable aux investisseurs»](#). L'impact imputable à l'entreprise correspond aux effets directs sur la société ou l'environnement induits par les activités et les produits d'une entreprise. L'impact imputable aux investisseurs, quant à lui, correspond à l'influence que ceux-ci exercent sur le comportement et les résultats d'une entreprise grâce à leurs choix d'investissement et leurs stratégies d'engagement. Il est essentiel de comprendre cette différence pour pouvoir évaluer avec précision l'incidence globale d'un investissement et définir des pratiques efficaces de mesure de l'impact.

Enjeux, complexités et éléments à prendre en considération

Malgré les promesses qu'il recèle, l'investissement d'impact se heurte à des obstacles majeurs:

1. **mesure de l'impact:** en l'absence d'indicateurs de mesure standards, il est difficile de quantifier ou de comparer les résultats obtenus sur le plan social et environnemental. La transparence ainsi qu'un suivi et une communication rigoureux des indicateurs d'impact sont essentiels pour assurer la cohérence et la responsabilité en ce qu'ils font en sorte que les allégations d'impact sont étayées par des éléments probants;
2. **enjeux de reconnaissance:** il est difficile d'isoler les effets de certains investissements dans le contexte de changements systémiques plus larges et de les attribuer à un investissement en particulier. Déterminer dans quelle mesure le changement observé peut être directement attribué à un investissement donné reste l'un des défis les plus persistants en matière d'investissement d'impact. Ainsi, les améliorations apportées concernant l'objectif de développement durable n° 3 «Bonne santé et bien-être» pourraient résulter d'une combinaison d'investissements dans les établissements de soins de santé, l'éducation et les infrastructures, plutôt que d'un seul investissement ciblé. S'il s'impose de mettre au point des méthodes telles que l'analyse contrefactuelle ou la comparaison par rapport à des groupes témoins, celles-ci peuvent nécessiter des ressources importantes et ne pas toujours être réalisables, en particulier pour les projets de moindre envergure ou dans les marchés en développement;
3. **blanchiment d'impact:** les allégations exagérées ou fausses d'entreprises ou de fonds concernant leurs incidences sociales ou environnementales sapent la confiance dans le secteur. Afin de préserver la confiance et l'intégrité dans l'ensemble du domaine de l'investissement d'impact, il est de la plus haute importance d'assurer la transparence des déclarations et de pouvoir vérifier les allégations d'impact ([Task-force sur l'impact — ITF](#)). Des normes claires pour la mesure de l'impact et de solides méthodes de vérification, ainsi que la réalisation d'audits par des tiers et une certification indépendante, sont des éléments essentiels en vue de préserver la crédibilité.

Libérer le potentiel transformateur de l'investissement d'impact

L'investissement d'impact est à l'avant-garde d'une profonde transformation de la finance mondiale et représente bien plus qu'une nouvelle stratégie d'investissement parmi d'autres. Il implique de réinventer fondamentalement le rôle de la finance dans la société. Il remet en question la conception traditionnelle selon laquelle le rendement financier et les effets positifs sur la société et l'environnement sont des domaines totalement distincts.

L'évolution de l'investissement d'impact a démontré que les investisseurs peuvent simultanément obtenir un rendement positif et contribuer à apporter des changements notables sur le plan social et environnemental. En alliant recherche de profit et poursuite d'un objectif, l'investissement d'impact offre une approche convaincante pour un système financier qui soit au service à la fois des populations et de la planète.

Brigitte Bernard-Rau est chercheuse et boursière post-doctorale à l'École de commerce, d'économie et de sciences sociales de l'université d'Hambourg. Ses recherches sont axées sur les notations et agences de notation en matière d'ESG, la finance durable, l'investissement socialement responsable, l'investissement d'impact et la responsabilité sociale des entreprises. Elle a récemment publié un ouvrage intitulé « [Sustainability Stories: The Power of Narratives to Understand Global Challenges](#) » (Histoires de durabilité: le pouvoir des récits pour comprendre les défis mondiaux) (Springer Nature, 2024). Ce livre présente plus de 30 histoires inspirantes de différents auteurs du monde entier, qui évoquent différentes manières de s'engager pour le bien commun et de faire la différence, que ce soit dans les communautés locales, les pratiques professionnelles ou la vie des gens.



Le journalisme citoyen soutient les médias traditionnels

«Climate Reporters», la toute nouvelle agence de presse lituanienne spécialisée dans les questions climatiques, vise à lutter contre la lassitude dans le traitement des sujets liés au climat et à ramener le thème du changement climatique à la une des programmes éditoriaux. Formidable exemple de journalisme citoyen, elle allie communication et militantisme en faveur du climat, afin d'informer la population sur le changement climatique et de faire entendre la voix de notre Terre nourricière dans la crise environnementale.

Par Rūta Trainytė

L'agence de presse spécialisée dans les questions climatiques «Climate Reporters» a été créée cette année, en Lituanie. Cette initiative menée par des organisations non gouvernementales (ONG) est un exemple de journalisme citoyen. L'agence de presse vise à aider les journalistes à rendre compte des différents aspects de la crise environnementale. À cette fin, son équipe ébauche des textes et les transmet aux bureaux de rédaction.

Le travail de l'agence est effectué par une communauté de militants. Les textes sont rédigés par des journalistes, des spécialistes des relations publiques, des représentants d'ONG, des militants et des scientifiques — en bref, des personnes qui s'intéressent à ce qui se passe et souhaitent un changement social. Celles-ci composent également le conseil d'administration de «Climate Reporters», qui veille à ce que cette nouvelle initiative soit digne de confiance.

Les rédacteurs de «Climate Reporters» ne sont pas nouveaux dans le monde de la communication et ont déjà acquis une expérience considérable en matière de relations publiques, de publication, ainsi que de création et de maintenance de portails web. Nous ne sommes pas non plus novices en ce qui concerne les questions climatiques. Et c'est ainsi que l'idée est née. Nous faisons ce que nous faisons le mieux et nous l'allions au militantisme climatique. Nous faisons entendre la voix de notre Terre nourricière dans cette crise environnementale.

Nous sommes, bien entendu, en contact avec des journalistes. La tendance qui prévaut dans les bureaux de rédaction est de croire que l'actualité climatique n'intéresse pas le public et ne génère pas de clics. Ces bureaux évitent donc de publier des articles dont les titres comportent les termes «changement climatique» ou «crise climatique». Qu'entend-on par «dénier face à la crise climatique»? S'agit-il d'un moyen de protéger la société contre les mauvaises nouvelles et l'anxiété?

Peut-être n'est-ce pas si grave. Chaque jour, les bureaux de rédaction sont inondés d'innombrables nouvelles, qui sont physiquement difficiles à traiter, même sans produire des articles d'actualité liés au climat. Il faut en outre maîtriser le sujet. Et c'est là que nous entrons en jeu. Le prochain objectif de «Climate Reporters» est de former des journalistes. Nous constatons que ces derniers doivent comprendre le sujet pour éviter de populariser l'écoblanchiment.

Une autre idée est de sensibiliser certains groupes au changement climatique de manière attrayante. Avant tout, nous voulons toucher les jeunes et nous nous sommes rendu compte qu'ils répondaient bien à l'humour. Nous ne savons pas encore quelle forme ce projet prendra à l'avenir, mais nous réfléchissons déjà en ce sens.

L'agence de presse est en activité depuis six mois. Nous savons, d'expérience, que nous devons faire preuve de patience et nous contactons, avec persévérance et détermination, les bureaux de rédaction pour leur présenter nos articles. Nos textes sont déjà publiés sur les principaux portails d'information lituaniens et nous sommes invités à participer à des émissions de radio.

Afin de garantir la qualité de notre travail éditorial, il est primordial que nous obtenions un soutien considérable de la part des organisations lituaniennes de protection de l'environnement, que nos organisations soient membres de réseaux internationaux d'ONG, que nos membres participent à des groupes de travail au niveau de l'UE et qu'ils représentent la Lituanie au sein du CESE. Cette approche nous permet d'élargir notre éventail de sujets et de rester au courant des questions d'actualité.

Notre lien avec le CESE va au-delà du fait que Kęstutis Kupšys, l'un des initiateurs du projet, est membre du Comité. Les membres du CESE peuvent partager des expériences pertinentes de différents pays afin d'enrichir les nouvelles sur le climat publiées par «Climate Reporters». À cet égard, nous nous sommes récemment entretenus avec Arnaud Schwartz, membre français du CESE, en marge du sommet mondial sur la biodiversité (COP 16). Les informations qu'il nous a communiquées directement depuis Cali ont conduit à la rédaction d'un article de «Climate Reporters». Ses réflexions ont rapidement été reprises dans les médias lituaniens. Ce modèle, grâce auquel l'expertise des membres du CESE permet de communiquer efficacement des informations d'ampleur mondiale à des publics locaux, a fait ses preuves. Nous l'utiliserons donc à nouveau à l'avenir.

Rūta Trainytė est rédactrice au sein de l'agence de presse spécialisée dans les questions climatiques «Climate Reporters», qui fait partie du projet ŽALINK financé par l'État lituanien. Ce projet, géré par l'alliance des consommateurs, la plateforme de coopération au développement et l'ONG «Žiedinė Ekonomika» (Économie circulaire), bénéficie de financements au titre du programme de lutte contre le changement climatique de l'agence du ministère lituanien de l'environnement chargée de la gestion de projets environnementaux.

Rédaction

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)
Laura Lui (ll)

Contributeurs à la présente édition

Christian Weger (cw)
Daniela Vincenti (dv)
Erika Paulinova (ep)
Ewa Haczyk-Plumley (ehp)
Giorgia Battiato (gb)
Jasmin Kloetzing (jk)
Katerina Serifi (ks)
Laura Lui (ll)
Leonardo Pavan (lp)
Marco Pezzani (mp)
Margarita Gavanis (mg)
Margarida Reis (mr)
Millie Tsoumani (mt)

Pablo Ribera Paya (prp)
Thomas Kersten (tk)

Coordination

Agata Berdys (ab)
Giorgia Battiato (gb)

Adresse

European Economic and Social Committee
Jacques Delors Building,
99 Rue Belliard,
B-1040 Brussels, Belgium
Tel. (+32 2) 546.94.76
Email: eescinfo@eesc.europa.eu

EESC info is published nine times a year during EESC plenary sessions. EESC info is available in 24 languages
EESC info is not an official record of the EESC's proceedings; for this, please refer to the Official Journal of the European Union or to the Committee's other publications.
Reproduction permitted if EESC info is mentioned as the source and a link is sent to the editor.

09/2024